



Reconstruction des Régions en crise : Joseph Dion NGUTE acquiert l'adhésion des chefs d'entreprises sous la houlette du GICAM.

*Lire notre dossier*



# Réussir la transformation digitale de mon entreprise

## Orange Business Solutions

Spécial  
Pro



Nous sommes le **partenaire de choix** pour garantir la réussite de vos projets de transformation digitale. En effet, nous vous proposons :

- **Microsoft 365**, une solution de collaboration qui vous permet de travailler à distance ;
- Le **whitelisting** des URL qui facilite l'accès à vos applications métiers, sites professionnels ou de gestion de la relation clients ;
- Le **Messaging Pro**, une solution d'envoi massif de sms pour la diffusion de vos campagnes de communication ;
- Des **solutions de connectivité flexibles et adaptées** (internet fixe et mobile, interconnexion des sites) facilitant vos échanges de données ;
- Des **solutions d'hébergement d'infrastructure physiques et logicielles** via notre Datacenter au standard Tier 3.

Plus d'informations via [infobusiness.ocm@orange.com](mailto:infobusiness.ocm@orange.com)





Le NOSO:

## DES STATISTIQUES SUR LES VICTIMES AUX STATISTIQUES SUR LES EMPLOIS CRÉÉS !

■ Par Célestin Tawamba, Président du GICAM



Le 18 mai dernier, le GICAM était honoré de la visite du Premier Ministre, la première en 64 ans d'existence de notre organisation. Pour l'occasion, j'ai salué l'humilité et l'accessibilité du Chef du Gouvernement ainsi que l'exigence qu'il s'impose dans son appréciation des problèmes qui se posent aux entreprises et à l'économie de la Nation.

Avec lui, nous sommes pour la fin la guerre qui sévit dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Celle-ci est synonyme de drames humains épouvantables, d'insécurité et de précarité dans le quotidien de celles et ceux qui n'ont pas emprunté le chemin de l'exil intérieur ou extérieur. C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons décidé de nous approprier le plan présidentiel pour la reconstruction et le développement des régions anglophones du Cameroun.

L'impact économique du conflit armé dans ces deux régions est considérable. Greniers agricoles de notre pays, ces deux Régions représentaient en 2017 des proportions importantes de la production agricole du pays et une grande partie des filières agricoles d'exportation. Qui plus est, elles abritent des entreprises emblématiques de notre pays telles que la CDC, PAMOL, CTE, lesquelles se retrouvent aujourd'hui en quasi-arrêt d'activités et accumulent d'importants arriérés en termes de dettes fournisseurs et de dettes sociales.

Les entreprises veulent voir la crise réglée et la paix restaurée. Elles sont pleinement conscientes qu'au-delà du rôle moteur qu'elles jouent dans le développement de l'économie, elles sont le creuset de l'intégration nationale, le reflet de la diversité du peuple camerounais, et servent de rempart aux velléités de divisions et de rupture de notre lien national.

Dans ce contexte, le Patronat croit en la force du dialogue Etat – Secteur privé pour apporter les

solutions qui sont attendues. Avec nos membres, nous réitérons notre détermination à servir la paix qui reste une pré-condition au développement des activités économiques et nous avons réclamé des garanties et des mesures susceptibles de servir une cause que nous considérons véritablement nationale.

Nous avons lancé un appel solennel au Premier Ministre pour une plus grande implication du secteur privé dans la mise en œuvre du Programme de reconstruction des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Ce rôle dans ce type de mécanismes ne saurait en effet se réduire à être mis devant les faits accomplis et satisfaire des demandes de financement. Nous l'affirmons d'autant plus qu'il serait, à nos yeux, dommageable pour l'Etat de se passer de l'expertise de son partenaire privé dans la dimension économique et sociale de la gestion des activités de reconstruction.

Par conséquent, il urge de tourner le dos au dialogue de façade, au dialogue-alibi, sans véritable lendemain. Il est plutôt temps que notre pays opère une révolution culturelle en la matière. De fait, en tant que cibles et bénéficiaires des politiques étatiques, il revient aux acteurs non-étatiques de maîtriser l'expression de leurs besoins et attentes. Or l'Etat n'a pas agi ces dernières années dans le sens d'une véritable reconnaissance du rôle et de la contribution de ces acteurs sur la trajectoire de développement qu'il s'est tracé. En l'occurrence, le GICAM fait le constat que le dialogue économique, au mieux, stagne, quand le dialogue social tripartite s'est rétréci au fil des années.

Le Cameroon Business Forum (CBF) est opérationnel depuis 2009. Il est le grand rendez-vous annuel par lequel le Gouvernement et le Secteur privé se retrouvent face à face. S'il a permis de se poser de bonnes questions et de jeter un regard comparatif avec d'autres pays sur notre environnement des affaires à travers une batterie d'indicateurs, il n'en reste pas moins qu'il est bien loin de contribuer à la mise en place de réformes profondes visant à améliorer le climat des affaires.

C'est la raison pour laquelle, depuis quelques années, le GICAM prône la suppression du CBF et l'émergence sur ses cendres d'une structure de dialogue public – privé novatrice et efficace, placée sous l'autorité du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, pour engager efficacement des réflexions et des actions sur l'environnement des affaires au sens complet du terme et sur l'investissement privé.

Je ne crois pas à la fatalité d'un échec dans notre quête de ce dialogue Etat – Secteur privé que nous appelons de nos vœux et qui constitue un précieux atout pour le retour de la paix et des activités économiques normales dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.





# Je t'aime maman



Visitez nos pages

 : TartinaSpreads

 : Tartinaspreads

 : Tartina

Un goût chocolat unique

**CHOCOCAM**  
SINCE 1982

Adding value to life





## NWSW: FROM STATISTICS ON VICTIMS TO STATISTICS ON JOBS CREATED!

■ *By Célestin Tawamba, President of GICAM*



On the 18th of May, GICAM was honored by the visit of the Prime Minister, the first in our organization's 64 years of existence. For the occasion, I lauded the humility and accessibility of the Head of Government as well as the requirement he sets in his appreciation of problems facing businesses and the nation's economy.

We both are for an end of the war plaguing the North-West and South-West Regions. This is synonymous to awful human tragedies, insecurity and precariousness in the lives of those who have not opted for internal or external exile. This is one of the reasons for which we decided to fully embrace the presidential plan for the reconstruction and development of the English-speaking regions of Cameroon.

The economic impact of the armed conflict in these regions is considerable. As agricultural strongholds of our country, in 2017, these two regions represented significant proportions of the country's agricultural production and a large part of the agricultural export sector. Moreover, they are home to emblematic companies of our country in the likes of CDC, PAMOL, CTE, which today are on the verge of cessation of activities and accumulating significant arrears in terms of trade payables and social debts.

Companies want the crisis resolved and peace restored. They are fully aware that beyond the key role they play in the development of the economy, they are the bedrock of national integration, a reflection of the diversity of the Cameroonian people, and serve as a bulwark to divisions and attempts to disrupt our national bond.

In this context, the employers' organization believes in the strength of the State - Private Sector dialogue to provide expected solutions. With our members, we reiterate our determination to serve peace, which remains a prerequisite for the development of economic activities. We have equally requested for guarantees and measures likely to serve a cause that we consider truly national.

We have formally appealed to the Prime Minister for a greater involvement of the private sector in the implementation of the Program for the reconstruction of the North-West and South-West Regions. Our role in this type of mechanism cannot be reduced to being confronted with faits accomplis and satisfying requests for funding. We affirm this as it would be harmful for the State to do without the expertise of its private partner in the economic and social dimension of the management of reconstruction activities.

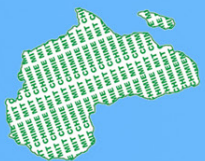
Consequently, it is urgent to turn our backs on facade dialogue, on alibi dialogue, with no real future. Rather, it is time for our country to make a cultural revolution in this domain. De facto, as targets and beneficiaries of state policies, it is up to non-state actors to control the expression of their needs and expectations. However, the state has not acted in recent years in the direction of genuine recognition of the role and contribution of these actors on the development trajectory that it has mapped out. In this case, GICAM notes that economic dialogue, at best, stagnates, while tripartite social dialogue has shrunk over the years.

The Cameroon Business Forum (CBF) has been operational since 2009. It is the major annual meeting where the Government and the private sector meet face to face. Even though it has enabled us to table good questions and to take a comparative look at our business environment with other countries through a wide range of indicators, it is still far from contributing to the implementation of profound reforms aimed at improving the business environment.

That is why, for some years now, GICAM has been advocating for the suppression of the CBF and the emergence from its ashes of an innovative and effective public-private dialogue structure, placed under the authority of the Prime Minister, Head of Government, to effectively engage in reflections and actions on the business environment and on private investment.

I do not believe the fatality of failure in our quest for this State - Private Sector dialogue which we are calling for and which constitutes a precious asset for the return to peace and normalcy for economic activities in the North West and South West Regions.





MIT CHIMIE



Une équipe entièrement dévouée depuis plus de

20 ANS

**PRODUITS MANUFACTURES**

PREFORMES, BOUTEILLES, BOUCHONS, HOUSSES, GAINES ET FILMS PE, ETC

**PRODUITS DE NEGOCIE:**

POLYMERES, SOUDE, SULFATES, HTH, CARBONATES ETC.



[www.mitchimie.com](http://www.mitchimie.com)



# #SOMMAIRE

DOSSIER

## Agir et Reconstruire Ensemble: rencontre d'échanges PM/Secteur privé

- Discours du Président du GICAM
- Discours du Premier Ministre, Chef de Gouvernement
- Synopsis du plan présidentiel de reconstruction NOSO
- Intervention du président du Conseil Régional Sud-Ouest
- Intervention du président du Conseil Régional Nord-Ouest

TABLEAU DE BORD

1<sup>er</sup> trimestre 2021

CARNET DU GICAM

DAE

## LE BULLETIN *du Patronat*



**DIRECTEUR DE PUBLICATION**  
Célestin Tawamba

**RÉDACTEUR EN CHEF**  
Aline Valérie Mbono

**COORDINATION**  
Nadine Blanche Mbochi

**SUIVI ÉDITION**  
Nadine Blanche Mbochi

**RÉDACTION:**  
Vincent Kouete

**PUBLICITÉ**  
Cristelle Homs  
Dieudonné Samou

**MISE EN PAGE**  
Vidok Studios (699 62 74 05)

**CRÉDIT PHOTOS**  
GICAM

BULLETIN DU PATRONAT N° 82 - Juin 2021

7



Événement

## AGIR ET RECONSTRUIRE LE NOSO ENSEMBLE

Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement Son Excellence Joseph DION NGUTE a personnellement présidé, le mardi 18 mai 2021 au siège du GICAM à Douala, la rencontre d'échanges avec les chefs d'entreprises sur le Plan de Reconstruction et de Développement des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.



Le Chef du Gouvernement était accompagné pour la circonstance du Coordonnateur du Plan Présidentiel de Reconstruction et de Développement des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, des Présidents des Conseils régionaux de ces deux Régions et du Représentant Résidant du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) au Cameroun.

Événement inédit, la descente du Chef du Gouvernement a mobilisé, malgré le contexte de crise sanitaire, une centaine de personnalités de premier plan du monde de l'entreprise notamment les Membres du Comité des Sages et du Conseil d'Administration du GICAM, les Présidents des organisations du secteur privé, les responsables d'entreprises localisées dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, les représentants des Syndicats de travailleurs et des entreprises stratégiques de certaines des filières.

La rencontre a également connu la participation des

autorités de la Région du Littoral et de la ville de Douala.

Dans son mot de bienvenue, le Président du GICAM, **Monsieur Célestin TAWAMBA** a souligné le caractère inédit de la rencontre car jamais en 64 années d'existence, le GICAM n'avait été honoré de la visite d'un Chef du Gouvernement. Cette visite, qu'il a qualifiée d'historique, témoigne ainsi de l'accessibilité de l'actuel Chef du Gouvernement, mais également marque son attachement au développement du secteur privé.

Abordant le thème de la rencontre, le Président du GICAM a rappelé l'importance économique des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest dont le rôle de grenier a sérieusement été affecté par la crise sécuritaire qui y sévit depuis quatre ans. Cette crise a également poussé à l'agonie des entreprises emblématiques telles que la CDC, PAMOL, CTE et fragilisé la quasi-totalité des secteurs d'activités. Ses

répercussions se sont propagées bien au-delà des Régions concernées générant des manques à gagner chiffrés en centaines de milliards de F CFA, des pertes massifs d'emplois et une fortement dégradation de la situation sociale avec la multiplication des poches de précarités dont l'un des corollaires est la montée des actes de violence, de banditisme et de vandalisme.

Au regard de leur rôle moteur dans le développement, de leur positionnement en tant que creusets de l'intégration nationale et reflets de la diversité du peuple camerounais, les entreprises ont tout intérêt à voir la crise réglée et la paix restaurée. Aussi, le Président du GICAM a insisté sur la nécessité d'adjoindre aux options sécuritaires et politiques qui ont montré leurs limites, la composante économique de manière à passer des statistiques sur le nombre de victimes aux statistiques sur le nombre d'emplois créés.

Pour cela, il a solennellement confirmé l'engagement des entreprises à s'impliquer dans la reconstruction et le développement des deux régions meurtries malgré la perplexité, le scepticisme et parfois l'amertume qu'elles éprouvent au regard de certaines considérations. Le Président n'a pas manqué d'énumérer quelques garanties et mesures complémentaires indispensables pour booster l'élan citoyen des entreprises.

Le Président du GICAM a terminé son propos en réitérant l'appel à la contribution à l'endroit des entrepreneurs et chefs d'entreprises pour un



effort de paix et à l'endroit du Premier Ministre pour renforcer la compétitivité des entreprises et du pays son engagement.

L'allocution du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, a été l'un des moments forts de cette rencontre. Son Excellence **Joseph DION NGUTE** a dit le plaisir qui était le sien de partager avec les chefs d'entreprises dont il a rappelé l'importance à travers le poids des contributions du secteur privé aux recettes fiscales et au budget total de l'Etat.

Pour le retour de la paix dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, le Premier Ministre a rappelé les mesures politiques et sociales déjà déployées par le Gouvernement. Il a évoqué, entre autres, la création d'une Commission en charge de la promotion du bilinguisme, le recrutement dans la fonction publique de 1000 enseignants bilingues, la libération de plusieurs centaines de personnes détenues pour des infractions commises dans le cadre de cette crise, la création d'une session Common Law à l'ENAM et surtout l'organisation du Grand Dialogue National. Ce Grand Dialogue National a débouché sur des recommandations fortes dont la reconstruction des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Le Plan Présidentiel de Reconstruction et de Développement des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest est la traduction de cette recommandation. A travers ce plan et d'autres initiatives, il s'agit pour le Gouvernement et ses partenaires de relever le défi de l'emploi et de la réinsertion sociale des jeunes dans ces deux Régions sans toutefois oublier les autres huit Régions. L'ampleur de ce défi en fait aujourd'hui une cause nationale. De fait, l'enrôlement des jeunes dans le Groupes armées est favorisé par le chômage massif et il convient en outre d'offrir de nouvelles perspectives à ceux, nombreux d'entre eux, qui ont déjà déposé leurs armes.

Le Chef du Gouvernement a partagé sa conviction selon laquelle la reprise des

investissements à travers des micro-projets pourra inciter ceux qui hésitent encore à sortir de la brousse ; d'où le rôle majeur à jouer par le secteur privé dans le processus de retour à la paix.

Il a appelé les Chefs d'entreprises à prendre leur part dans le processus de reconstruction et le développement durable à travers des investissements dont l'effet multiplicateur induira une relance de la croissance et la création d'emplois en faveur des jeunes.

S'agissant des modalités de leur implication, le Chef du Gouvernement a indiqué que toutes les options étaient ouvertes. Les projets sociaux contenus dans le Plan Présidentiel peuvent être réalisés directement, par le truchement de l'Agence d'exécution qu'est le PNUD ou encore en s'appuyant sur les acteurs locaux, notamment les collectivités territoriales décentralisées et les groupes communautaires.

Conscient de la fragilisation des capacités contributives des entreprises par la crise Covid-19, **SEM DION NGUTE** a indiqué que le Gouvernement se tenait aux côtés de celles-ci pour les accompagner à travers des dispositifs incitatifs à arrêter dans le cadre de plateformes dédiées. Toutefois, le Gouvernement compte sur la générosité agissante et solidarité remarquable dont le secteur privé a toujours su faire preuve.

Pour clore son propos, le Chef du Gouvernement a rappelé que la résolution pacifique de la crise des Régions du Nord-Ouest et du sud-Ouest reste la priorité absolue du Gouvernement et le dialogue demeure l'option privilégiée pour y parvenir.

Les allocutions principales des deux personnalités ont été suivies par la présentation du Plan Présidentiel de Reconstruction et de Développement des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et des micro-projets actuellement projetés dans ces Régions.

**Monsieur Paul TASONG**, Coordonnateur du Plan Présidentiel de Reconstruction et de Développement des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a entretenu l'assistance sur les généralités économiques de ces Régions, l'impact socio-économique de la crise, la stratégie gouvernementale de la reconstruction et les pistes de contributions possibles du secteur privé.

Les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, qui représentent environ 16,3% du PIB sont des bassins agricoles par excellence et se démarquaient, avant la crise, par une floraison des activités touristiques, de transit, d'extraction et l'émergence de startup du numérique. La crise a gravement impacté les activités de production de cacao, café, banane, huile de palme, caoutchouc et même de riz Paddy ;



les activités de transformation ; les commerce et services notamment l'hôtellerie, les services bancaires et financiers, la distribution des produits pétroliers ; les finances publiques, l'exécution des investissements publics, et les services sociaux de base, particulièrement la scolarisation. Toutefois, on observe une légère reprise de l'activité depuis 2020 imputable entre autres, aux réponses du Gouvernement à la crise et aux actions de reconstruction entamées dans ces Régions.

Ces actions s'inscrivent dans une stratégie globale étalée sur 10 ans et articulée en trois phases : le relèvement, la reconstruction et le développement. La phase de relèvement actuellement en cours porte sur trois piliers que

indirecte dans la sauvegarde du tissu économique local, le réinvestissement et la conduite de projets innovants ou encore la priorité à donner l'emploi des travailleurs locaux.

Le coordonnateur a clos sa présentation en rappelant la priorité que constitue la reconstruction des deux régions, l'indispensable contribution du secteur privé et le rôle de premier plan que devra jouer le GICAM dans le succès de cette œuvre collective.

A la suite du Coordonnateur du PPRD-NOSO, le **Professeur FRU ANGWAFOR**, Président du Conseil Régional du Nord-Ouest et **Monsieur Zacheus BAKOMA ELANGO**, Président du Conseil Régional du Sud-Ouest sont passés au pupitre

investissements sociaux et économiques à haute intensité humaine sont envisagés, ils ont tour à tour cité le traitement des eaux usées, la collecte et le recyclage des déchets ménagers, la construction de ponts et de forages, le reboisement, l'entretien des pistes rurales, la construction de gouttières, la distribution d'intrants agricoles, la distribution de biogaz et bien d'autres. Des opportunités spéciales ont en outre été identifiées dans la Buea Silicon Mountain, la zone de Muyuka et Ekona propice à l'agri-business, la zone urbaine de Kumba, la Ombé free zone ou encore autour des entreprises agro-industrielles déjà installées dans ces Régions.

Dans l'ensemble, ils se sont dits séduits de la volonté du GICAM d'agir et reconstruire ensemble les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et ont manifesté la disponibilité des Conseils Régionaux à agir en partenariat avec les entreprises tout en associant les associations et les communautés de ces deux Régions.

La session des échanges a vu se succéder au pupitre les personnalités ci-après pour des observations et contributions diverses :

- ▶ Monsieur Christophe EKEN, Président de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat ;
- ▶ Monsieur Franklin NJIE NGONI, Directeur Général de CDC ;
- ▶ Monsieur André SIAKA, Membre du Comité des Sages du GICAM ;
- ▶ Mme Kate FOTSO, Président Directeur Général de TELCAR COCOA ;
- ▶ Monsieur Emmanuel DE TAILLY, Membre du Conseil d'Administration du GICAM et Directeur Général du Groupe SABC ;
- ▶ Monsieur Alphonse NAFACK, Président de l'APECCAM ;



sont la promotion de la cohésion sociale, la réhabilitation des infrastructures sociales de base et la revitalisation de l'économie locale. Sur un budget initial de 89 milliards de F CFA, 3,5 milliards sont déjà affectés aux travaux de réhabilitation de certaines infrastructures scolaires et sanitaires.

La contribution du secteur privé à la mise en œuvre de ce Plan peut prendre la forme de participation directe à travers le financement ou l'accompagnement dans l'exécution. Elle peut également être envisagée sous forme

pour présenter les micro-projets susceptibles d'être exécutés dans ces Régions.

Ils ont indiqué que la mobilisation des acteurs communautaires et notamment des jeunes dans les activités à forte intensité de main d'œuvre reste tributaire de la disponibilité des financements. Les Conseils Régionaux sont disposés à s'associer aux entreprises dans un modèle gagnant-gagnant pour créer des opportunités d'emplois pour les jeunes et générer les intrants pour l'agriculture et l'industrie.

Au titre des domaines dans lesquels des activités et

- ▶ Monsieur Théophile MOULONG, Président de l'ASAC ;
- ▶ Monsieur Eric NJONG, Membre du Conseil d'Administration du GICAM et Directeur Général de BUNS ;
- ▶ Mme Mireille FOMEKONG, Membre du Conseil d'Administration du GICAM et Directrice Générale de ASCESE ;
- ▶ Monsieur Adrien BECHONNET, Président du CCEF ;
- ▶ Monsieur Alain Noël MEKOULOU MVONDO, Directeur Général de la CNPS ;
- ▶ Monsieur Isaac BISSALA, Président de l'UGTC ;
- ▶ Mme Françoise PUENE, Directrice Générale de FRANCO Hôtel ;
- ▶ Monsieur Sévérin TCHOUNKEU, Directeur Général du Groupe La Nouvelle Expression ;
- ▶ Mme Valérie NOUGOUM TCHEDJOU, Présidente de l'Association Les Nouvelles femmes dynamiques Africaines.

Saluant à l'unanimité la venue du Premier au siège du patronat, elles ont abordé, entre autres, les problématiques ci-après directement liées à la reconstruction des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ou touchant des questions connexes :

- ▶ Le préalable et le pré-requis que constituent le retour à la paix et à la cohésion sociale à travers un processus de réconciliation nationale ;
- ▶ La transformation des opportunités de l'agri-business comme base de la stratégie de relance économique pour passer de l'économie de guerre à l'économie de paix ;
- ▶ Les garanties de transparence dans la gestion des fonds qui seront mobilisés par les entreprises ;
- ▶ La prise en compte et l'indemnisation des entreprises privées déjà sinistrées ;
- ▶ La nécessité de mobiliser au-delà des entreprises présentes à la rencontre ;
- ▶ La nécessité de la réhabilitation des mastodontes que sont CDC et Pamol ;
- ▶ L'exigence d'une réhabilitation des infrastructures de base ;
- ▶ La sécurisation des actifs des entreprises de travaux publics ;
- ▶ L'importance de la sensibilisation pour rompre l'instrumentalisation et amener les différents acteurs à placer l'intérêt collectif au-dessus des intérêts individuels ;
- ▶ La création d'une structure locale de ré-assurance pour limiter l'évasion des devises ;
- ▶ La titrisation de la dette intérieure pour dynamiser le marché financier et offrir des véhicules de placement pour l'épargne collectée par les assureurs ;
- ▶ La mise en place de procédures accélérées pour la passation et l'exécution des marchés du

PPRD-NOSO ;

- ▶ La mise en place de dispositifs spécifiques pour la promotion des initiatives portées par les femmes ;
- ▶ L'implication d'acteurs indépendants, crédibles et expérimentés dans le suivi et la supervision de l'exécution des projets du PPRD-NOSO ;
- ▶ La mise en place de mécanismes permettant de raccourcir les délais de retour sur investissement pour les investissements réalisés dans ces Régions ;
- ▶ L'assurance sur les risques de destruction du matériel mais aussi pour le personnel des entreprises déployé dans ces Régions ;
- ▶ La mobilisation de ressources foncières par les Conseils Régionaux, leur sécurisation juridique et mise à disposition des investisseurs dans le cadre de partenariats public-privé ;
- ▶ La mise en place d'une plateforme intégrant les travailleurs et les représentants des personnes déplacées ;
- ▶ Etc.

En termes d'annonces de contributions :

- ▶ Le Groupe SABC a indiqué être disposé à apporter dans un premier temps un montant de 500 millions de F CFA qui pourra être doublé au gré de l'utilisation de ce premier apport.
- ▶ Le secteur bancaire est disposé à accompagner les entreprises sinistrées sous réserve d'une lettre de confort de l'Etat pour un montant de 200 milliards de F CFA dans la limite du plafond de couverture fixé par la loi de finances 2021 ;
- ▶ Les assureurs sont prêts à assurer la couverture des Entreprises face aux risques d'insécurité et à mobiliser leurs dépôts oisifs de 100 milliards pour financer des investissements dans ces Régions sous réserve de la garantie de l'Etat pour permettre d'admettre ces sommes en représentation de leurs engagements ;
- ▶ Le Groupement des Industries Meunières du Cameroun (GIMC) apportera une contribution de 200 millions de F CFA ;
- ▶ L'Association Les Nouvelles Femmes Dynamiques Africaines s'investira dans la prise en charge et la formation des filles mères célibataires ;
- ▶ FRANCO Hotel a déjà initié une plateforme pour la formation des personnes déplacées internes et entend intensifier les actions dans ce domaine et les étendre sur l'ensemble du territoire national ;
- ▶ Les membres de la Commission Entrepreneuriat Féminin du GICAM sont disposées à apporter une contribution en matière de renforcement des capacités managériales et entrepreneuriales des



femmes de ces Régions ;

► Les Conseillers du Commerce Extérieur Français (CCEF) et le GPP s'engagent à recruter prioritairement les jeunes du NOSO, notamment dans les stations-services avec des possibilités rapides de reconversion et de progression dans les métiers ;

► Etc.

Au cours de cette séance s'échanges interactifs, le Premier Ministre a dit partagé l'ensemble des propositions faites notamment concernant le retour à la paix, les opportunités autour de l'agriculture. Il a demandé aux Conseils régionaux de travailler avec les Exécutifs communaux à la maturation des projets présentés avec l'appui de la coordination du PPRD-NOSO. Il a annoncé que des mécanismes financement innovants pour la restructuration des agro-industries CDC et Pamol sont en étude. Le Premier Ministre a reconnu que la persistance de l'insécurité comme frein à l'exécution des travaux mais a partagé son optimisme quand au retour définitif de la paix dans un court horizon.

Selon lui, l'inflexion de la courbe de dégradation des indicateurs économiques observée en 2020

s'explique par le progressif retour de la sécurité mais surtout par la prise de conscience des populations et leur détermination à tourner le dos aux sécessionnistes. L'enclavement explique aujourd'hui pour une grande part la persistance des poches d'insécurité (départements du Lebialem dans le Sud-Ouest, Bui et Momo dans le Nord-Ouest).

En guise de conclusion, le Premier Ministre Chef du Gouvernement a réitéré la nécessité d'une collaboration public-privé pour permettre à l'économie de donner une chance à la paix à travers la création d'emplois. Il a insisté sur la flexibilité des modalités d'implication des entreprises et sur la transparence des mécanismes de gestion. Il a chaleureusement remercié les entreprises pour leur adhésion à cette initiative de reconstruction inspirée par le Chef de l'Etat.

Au regard de la pertinence des différentes observations, le Chef du Gouvernement a annoncé la mise en place d'une équipe de travail conjointe pour conduire la maturation des projets, les classer par secteur et étudier les différentes propositions faites par les participants et particulièrement la possibilité de la garantie de l'Etat aux entreprises opérant dans ces zones.

# LA PASTA GOLD DE L'OR EN PÂTES

McCANN

la pasta  
Gold

DE L'OR EN PÂTES

PANZANI CAMEROUN B.P.: 848 Douala Customer care :  
Lapastacare@cadyst - invest.com.  
Tél. : (+ 237) 658 08 18 58 / 658 08 28 30



Cadyst  
Consumer Group





Institut Universitaire  
du Golfe de Guinée

ESG ISTA ISA



Le Choix qui  
me réussit

26  
DEPUIS  
ans



### Notre Adresse

BP : 12 489 Douala  
Phone : +237 233 37 50 60  
233 37 50 58  
233 43 04 52 / 233 37 50 59  
Fax : +237 233 42 89 02

691 14 37 31

lug douala

### Tutelle Académique des Universités

NATIONALES :  
Dschang, Buea, Douala,  
Ngaoundéré & Bamenda  
INTERNATIONALES :  
Montpellier (UM),  
La Rochelle (ULR)  
Haute Alsace (UHA)  
Ecole Supérieure de Journalisme (ESJ) Paris

### Nos Formations

BTS LICENCES  
DSEP BACHELORS  
HND MASTERS

### Nos Filières

COMMERCE ET VENTE  
GESTION  
CARRIERES JURIDIQUES  
INFORMATION - COMMUNICATION  
GENIE ELECTRIQUE / GENIE CIVIL  
GENIE MECANIQUE & PRODUCTIQUE  
GENIE THERMIQUE / GENIE INFORMATIQUE  
RESEAUX & TELECOMMUNICATIONS  
ETUDES MEDICO-SANITAIRES  
SCIENCES & TECHNIQUES BIOMEDICALES



Document

## PLACER L'ÉCONOMIE AU CŒUR DES EFFORTS NATIONAUX VISANT LE RETOUR DE LA PAIX

Nous publions ici le discours prononcé par le Président du GICAM, M. Célestin Tawamba à l'occasion de la rencontre avec le Premier Ministre. Lisez plutôt.



### Excellence Monsieur le Premier Ministre,

Le GICAM n'aurait pas boudé son plaisir d'être reçu dans l'une des prestigieuses salles de conférences qu'abrite la primature à Yaoundé.

Toutefois, en dépit de votre agenda particulièrement chargé en cette veille de fête nationale, vous avez cependant décidé de venir à la rencontre du patronat à Douala, capitale économique du Cameroun.

Jamais en 64 années d'existence, le GICAM n'avait été honoré de la visite du Chef du Gouvernement de notre pays dans les locaux abritant son siège.

Notre organisation patronale voit dans votre geste historique et inédit, non seulement la réitération de votre humble accessibilité, mais également le marqueur de votre attachement au développement du secteur privé, dans l'intérêt bien compris de notre Nation.

Au nom de la communauté des affaires, permettez-moi,

### Excellence Monsieur le Premier Ministre,

De vous remercier pour cela et de vous souhaiter, ainsi qu'à la très haute Déléation que vous conduisez, une chaleureuse et cordiale bienvenue dans ces modestes lieux, où nous allons, je l'espère, continuer d'écrire ensemble, des pages mémorables de l'histoire de la bénéfique relation de coopération entre le Secteur privé et le

Gouvernement.

Laissez-moi tout d'abord vous dire, Excellence Monsieur Le Premier Ministre, que vous êtes apprécié par les milieux d'affaires qui sont extrêmement sensibles à votre qualité d'écoute de leurs préoccupations.

Vous leur inspirez la confiance nécessaire au développement de leurs activités, et ils vous expriment par ma voix, toute leur gratitude.

Et je puis vous dire que n'eût été le contexte sanitaire qui nous contraint au respect d'un certain nombre de mesures barrières, les murs de cet auditorium se seraient révélés bien étroits pour accueillir toutes celles et tous ceux qui ont manifesté le désir de venir à votre rencontre.

### Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs,

Depuis octobre 2016, les populations des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, déclarées économiquement sinistrées, ne savent plus à quel Saint se vouer, tant l'insécurité, la guerre et la précarité, sont devenues le quotidien de celles et ceux qui n'ont pas emprunté le chemin de l'exil intérieur ou extérieur.

Notre rencontre de ce jour s'inscrit dans le cadre du processus de reconstruction de ces deux Régions traversées par une crise sans précédent aux conséquences multidimensionnelles.

Nous, le secteur privé, sommes en effet ardemment invités par S.E.M. le Président de la République à nous approprier le plan qu'il a élaboré pour la reconstruction et le développement des régions anglophones du Cameroun.

Nous allons, au cours des débats qui vont s'ouvrir, et à l'issue des présentations du Plan Présidentiel d'une part, et des micro-projets en faveur de la création d'emploi pour jeunes, d'autre part, essayer de trouver ensemble dans ces deux Régions des réponses adaptées à la seule question qui mérite notre attention : **Comment retrouver la paix dans les deux Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ?**

### Excellence Monsieur le Premier Ministre,

Je m'en voudrais de ne pas saisir l'occasion de notre rencontre, pour rappeler brièvement l'impact économique du conflit armé dans ces deux régions.

Il est considérable, tant ces deux régions, en 2017, représentaient 20% de la production agricole du pays et une grande partie des filières agricoles

d'exportation : 45% de la production cacaoyère nationale pour le Sud-Ouest, 70% de la production de café arabica pour le Nord-Ouest, plus de la moitié de la production d'huile de palme et 20% de la production de féculents (maïs, manioc, pomme de terre, banane douce). C'est véritablement le grenier agricole de notre pays.

Qui plus est, des entreprises emblématiques de ces régions telles que la CDC, PAMOL, CTE, etc... se retrouvent aujourd'hui en quasi-arrêt d'activités, accumulant d'importants arriérés en termes de dettes fournisseurs et de dettes sociales et forcés de licencier des personnels. Cette situation a contribué à faire naître et aggraver les crises de devises.

Plus généralement au plan national, l'ampleur de la crise est réelle sur l'ensemble des secteurs dont certains connaissent des difficultés particulières comme l'hôtellerie, le tourisme, les transports, les forestiers, etc....

Les manques à gagner en chiffres d'affaires se comptent par centaines de milliards de Fcfa l'an.

Les pertes au niveau de l'exploitation ont culminé à des niveaux historiquement jamais atteints.

Fort logiquement, ces régressions ont eu des répercussions négatives sur le niveau des recettes fiscales.

Par ailleurs, des emplois par milliers ont été perdus.

Il en a résulté une situation sociale fortement dégradée, caractérisée entre autres par l'apparition de poches de précarités, de graves actes de violence, banditisme et vandalisme.

Et, enfin, s'en est suivi le délitement du lien social avec des fissures grandissantes s'agissant du concept de notre vivre ensemble.

Au total, les entreprises auront au cours de la dernière décennie subi les affres de quatre (4) sources de perturbations majeures, avec des impacts négatifs cumulatifs portant sur :

- ▶ Les handicaps structurels de l'économie camerounaise : infrastructures, énergie, fiscalité, juridique et judiciaire, dette intérieure, financement des PME, etc.
- ▶ La Covid-19 et ses conséquences négatives sur les entreprises et l'économie,
- ▶ Les difficultés liées à la mise en œuvre de la nouvelle réglementation des changes,
- ▶ Et la crise sécuritaire dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.

L'ampleur des problèmes est donc gigantesque !

Si nous reconnaissons les efforts menés par le Gouvernement pour restaurer la paix dans ces deux régions, force est de constater que les résultats escomptés demeurent très mitigés voir insuffisants.

Ceci étant, les entreprises ont un grand intérêt à voir la crise réglée et la paix restaurée. Elles jouent un

rôle moteur dans le développement de l'économie et, dans le même temps, elles sont le creuset de l'intégration nationale, le reflet de la diversité du peuple camerounais, et elles servent de rempart aux velléités de divisions et de rupture de notre lien national.

**C'est pourquoi, notre conviction est que les options sécuritaires et politiques ayant trouvé leurs limites, le moment est venu de leur adjoindre une troisième composante : placer résolument l'économie au cœur des efforts nationaux visant le retour de la paix dans ces deux Régions.**

**Il y va de la nécessité absolue de faire en sorte qu'enfin, dans notre quotidien du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les statistiques sur le nombre de victimes soient remplacées par les statistiques sur le nombre d'emplois créés ! Il faut pouvoir tronquer l'arme contre un emploi.**

**Excellence Monsieur Le Premier Ministre,**

En me demandant de signifier leur soutien aux initiatives gouvernementales, les chefs d'entreprises ne cachent pas leur perplexité et leur scepticisme.

Perplexité parce que, ailleurs dans le monde, dans le contexte de la pandémie du Covid-19, ce n'est pas l'Etat qui a besoin d'un soutien du secteur privé, c'est le Gouvernement qui apporte des aides en soutien aux entreprises.

Scepticisme par rapport à l'utilisation des contributions qu'ils souhaitent faire, tant, par le passé les appels de fonds n'ont pas toujours bénéficié de la nécessaire transparence dans leur gestion. Au surplus, et actualité oblige, les chefs d'entreprises sont dans la crainte de voir leurs contributions faire l'objet d'un usage inapproprié.

Par ailleurs, d'aucuns ont manifesté une certaine frustration, voire même de l'amertume, en raison du sentiment qui est le leur, que le secteur privé ne trouve grâce, aux yeux du Gouvernement, que lorsque l'Etat a besoin de lui, mais rarement lorsqu'il s'agit de répondre à leurs préoccupations. .

Cette doléance est d'autant plus prégnante ces dernières années que, le stade du cri de cœur désormais largement dépassé, les entrepreneurs et les chefs d'entreprise se disent incompris, abandonnés, naviguant entre la baisse de l'activité pour certains, l'arrêt complet de l'activité pour d'autres, des blocages de comptes bancaires à la suite de redressements souvent fantaisistes et, dans le même temps, contraints de subir de contrôles administratifs, intempestifs et disproportionnés, notamment fiscaux, douaniers, ou encore relevant d'autres administrations. A cela s'ajoutent les blocages de transferts par la BEAC, observés ces dernières semaines et qui font peser des risques réels d'arrêt à court terme des activités ainsi que des pénuries de denrées alimentaires et autres produits.



Toutefois, mus par une volonté viscérale de servir la paix qui reste une pré-condition au développement des activités économiques, ils réitèrent leur engagement à aider et, pour ce faire, des garanties et des mesures complémentaires sont nécessaires pour servir cette cause véritablement nationale.

Il s'agit notamment de :

- ▶ La poursuite d'un dialogue national jusqu'à l'arrêt des hostilités,
- ▶ La sécurisation physique des investissements,
- ▶ La transparence dans la gestion des fonds issus de la contribution des entreprises,
- ▶ La mise à disposition de garanties de l'Etat au profit du secteur financier disposé à lever des prêts syndiqués à taux bonifiés au profit des entreprises dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest,
- ▶ La révision de votre Décret de septembre 2019, portant reconnaissance du statut de zone économiquement sinistrée aux Régions de l'Extrême-Nord, du Nord et du Sud-Ouest, avec pour objectifs complémentaires de faciliter la mobilisation des contributions, et d'écarter tout risque de litige fiscal dans les opérations de soutien.

A cet égard, des propositions concrètes pourront être formulées par le Patronat.

Avec la mise en place de ces dispositifs, et en dépit de leurs craintes, un bon nombre d'entreprises ont déjà manifesté leur intérêt à prendre leur part dans cet élan citoyen, et je pense que d'autres feront de même au terme de la présentation du Plan et des projets. Nous nous fixons un horizon de trois à quatre mois pour permettre aux entreprises de concrétiser leurs engagements.

#### **Excellence Monsieur le Premier Ministre,**

Vous symbolisez aujourd'hui cette marque de confiance et de sollicitude que les chefs d'entreprise espèrent trouver auprès de notre partenaire privilégié qu'est le Gouvernement. Cette confiance, cette sollicitude, sont des ingrédients essentiels pour l'exercice serein de nos activités.

C'est pour cela que vous me permettez, Excellence Monsieur le Premier Ministre, de vous lancer un appel solennel pour une plus grande implication du secteur privé dans la mise en œuvre du Programme de reconstruction des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Le rôle du Secteur privé dans ce type de mécanismes ne saurait en effet se réduire à être mis devant les faits accomplis et satisfaire des demandes de financement. Il serait en outre dommageable pour l'Etat de se passer de l'expertise de son partenaire privé dans la dimension économique et sociale de la gestion des activités de reconstruction.

Ce vœu appelle à l'urgente nécessité de mettre en place un dialogue Etat – Secteur privé de seconde génération, empreint d'humilité et de bonne foi réciproque. En pratique, il nous revient ici de nous pencher résolument sur l'examen des dernières

propositions du GICAM sur ce sujet et de tourner résolument le dos au dialogue de façade, au dialogue-alibi.

Les temps pressent, en économie le temps coûte, nous ne pouvons prendre le risque de ruiner les efforts que nous consentons les uns et les autres pour transformer et moderniser notre économie pour qu'elle devienne émergente à l'horizon 2035.

#### **Excellence Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs,**

Permettez-moi de conclure mon propos en ces termes :

La reconstruction économique des Régions meurtries du Nord-Ouest et du Sud-Ouest est un élément-clé et déterminant de la solution à la crise qui sévit depuis 4 années, infligeant les pires malheurs aux populations et aux entreprises.

Malgré des conditions d'activités structurellement difficiles et soumises à des aléas tout autant difficiles et qui tendent à s'inscrire dans la durée, la volonté du secteur privé à faire partie de la solution est véritablement claire. Le secteur privé est résolument déterminé à contribuer à éradiquer cette économie de guerre qui ne profite pas aux populations.

Elle nous est dictée par les valeurs auxquelles nous croyons et qui structurent notre pensée et notre action : l'esprit d'entreprise, la compétitivité, l'efficacité, la transparence, l'anticipation, la solidarité, la proposition et, notamment le rappel de la réalité économique et le partage des voies de la réussite.

Au demeurant, la lutte contre le chômage, le combat pour l'emploi, la bataille pour la modernisation de notre économie, transcendent les idéologies politiques. Leur universalité consacre la noblesse de nos métiers et celle de notre mission patronale. L'exigence de paix s'en trouve plus que jamais incontournable.

C'est pour cela, chers entrepreneurs et chefs d'entreprises, chers amis du Secteur privé, **je vous lance un appel à vos contributions, un appel au déploiement de votre effort : non pas un effort de guerre, mais un effort de paix !**

Dans le même temps, je réitère au Premier Ministre **notre engagement à le soutenir et travailler la main dans la main avec lui tant qu'il restera aux côtés du secteur privé et prendra des mesures pour renforcer la compétitivité des entreprises et du pays.**

**Vive l'Entreprise !**

**Vive le Nord-Ouest et le Sud-Ouest**

**Vive le Cameroun !**

Thank you for your kind attention.



## DE TOUT COEUR ACTE 2

Douala, 12 mars 2021 – CANAL+ Cameroun a procédé à l'inauguration du salon de coiffure de Mary AZONI, une jeune femme en situation de handicap. Repérée par l'association «Donnons nous la main» de Martin Camus MIMB, cette mère de 4 enfants, qu'elle élève toute seule avait toutes les difficultés à gagner sa vie et à se faire une clientèle fidèle.

C'est sa volonté et son courage à réussir malgré sa mobilité réduite qui a motivé l'entreprise à l'accompagner en rénovant entièrement son salon de coiffure avec du mobilier et du matériel neufs, une nouvelle enseigne pour renforcer sa visibilité; et en lui offrant toutes les fournitures et produits cosmétiques nécessaires pour réaliser de belles coiffures. Et le salon a été équipé avec un téléviseur et un abonnement illimité à la formule EVASION+ pour que les clientes profitent des programmes des Bouquets CANAL+ en attendant d'être coiffées par Mary.

L'objectif de CANAL+ Cameroun ? Réaffirmer son engagement auprès des personnes défavorisées, s'impliquer dans des projets et des initiatives locales et lutter contre les inégalités sociales. Parce que c'est ensemble que nous allons y arriver et que Mary est l'un des nombreux visages et exemples de bravoure et de persévérance.

Alors, mesdames, Mary vous attend toutes dans son salon de coiffure MARY FASHION.



CHAQUE JOUR ENSEMBLE

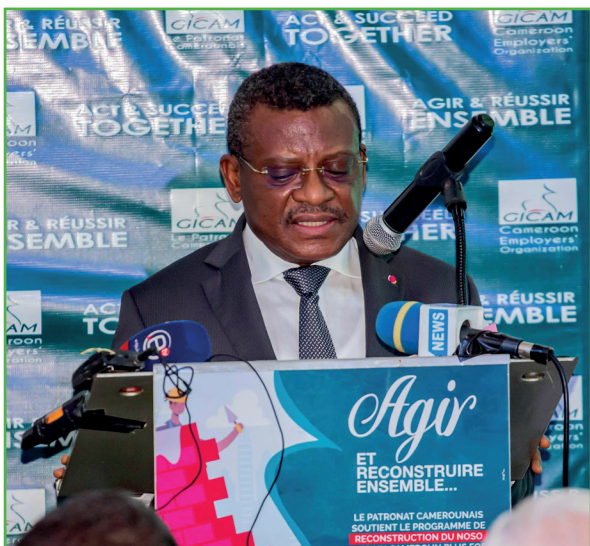
**CANAL+**



Document

## UNE MOBILISATION PARTICULIÈRE EN FAVEUR DE DEUX RÉGIONS DEMEURE L'UNE DE NOS PRINCIPALES PRIORITÉS

Nous publions ici le discours prononcé par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement SE Joseph Dion Ngute, à l'occasion de la rencontre avec le secteur privé pour la présentation et la mobilisation autour du Plan Présidentiel de Reconstruction et de Développement des régions du Nord-ouest et du Sud-ouest. Lisez plutôt



Messieurs les Ministres ;

Monsieur le Gouverneur de la Région du Littoral ;

Messieurs les Présidents des Conseillers Régionaux du Littoral, Nord-Ouest et Sud-Ouest ;

Monsieur le Préfet du Département du Wouri ;

Monsieur le Maire de la Ville de Douala ;

Messieurs les Présidents des organisations consulaires et patronales ;

Mesdames et Messieurs les Directeurs Généraux des entreprises du secteur privé ;

Très chers partenaires du secteur privé ;

Distingués personnalités, Mesdames et Messieurs ;

Permettez-moi tout d'abord de remercier l'ensemble des partenaires du secteur privé à travers le Président du Groupement Inter-Patronal du Cameroun (GICAM), pour les très bonnes dispositions prises en vue de l'organisation de cette importante concertation qui se tient sur très haute instruction du Président de la République Son Excellence Paul BIYA.

Je voudrais ici vous dire le plaisir qui est le mien de vous retrouver ce matin, pour échanger avec les chefs d'entreprises que vous êtes, sur les perspectives de construction et de développement des Régions sinistrées de notre pays, en particulier celles du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Comme vous le savez sans doute, les contributions

financières du secteur privé représentent près de 70% du volume fiscal de notre pays. En 2019, ces contributions couvraient déjà près de 40% du budget de l'Etat. Ces quelques indicateurs traduisent le poids de ce secteur dans la production de la richesse nationale. C'est aussi l'expression du rôle significatif que les entreprises privées peuvent jouer dans le processus de reconstruction des Régions sinistrées de notre pays.

### Mesdames et Messieurs ;

Dès la détérioration de la situation socio-politique dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en 2016, le Président de la République a pris une série de mesures visant à répondre aux préoccupations formulées par les organisations syndicales qui étaient à l'origine de cette crise. Je pense notamment à :

- ▶ la création, le 23 janvier 2017, de la Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme.
- ▶ le recrutement dans la fonction publique de 1000 enseignants bilingues ;
- ▶ la création d'une section Common Law à la Cour Suprême et à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature ;
- ▶ la libération de plusieurs centaines de personnes détenues pour les infractions commises dans le cadre de cette crise.

L'une des mesures les plus emblématiques a certainement été la tenue du 30 septembre au 04 octobre 2019, du Grand Dialogue National. Parmi les recommandations phares formulées par les participants à ces assises historiques, figurait l'octroi d'un statut spécial aux Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et la mise en œuvre d'un plan de reconstruction et de développement de ces deux Régions. Sur la base de la volonté exprimée par l'ensemble de la communauté nationale, le Chef de l'Etat a approuvé ledit plan dont le contenu vous sera présenté dans un instant.

De toute évidence, ce Plan constitue l'une des réponses au redressement économique de ces deux Régions sévèrement affectées par cette crise qui n'a que trop duré. Bien évidemment, il n'est pas question d'oublier les huit autres Régions de notre pays confrontées également à des situations socio-économiques difficiles. C'est la raison pour laquelle, en exécution des directives du Chef de l'Etat, le Gouvernement finalise actuellement l'élaboration d'un plan spéciale de la reconstruction de la Région de l'Extrême Nord.

Par ailleurs, d'importants projets de développement tel que la construction d'infrastructures énergétiques, routières ou sanitaires sont en cours d'exécution dans les autres Régions de notre pays.

Mais, il est évident qu'en raison des répercussions internationales et internes de la crise sécuritaire au Nord-Ouest et au Sud-Ouest de notre pays, une mobilisation particulière en faveur de ces deux Régions demeure l'une de nos principales priorités.

Mesdames et Messieurs ;

Comme vous le savez, plusieurs de nos jeunes ont été enrôlés dans les groupes armés qui terrorisent les populations du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Au-delà des considérations d'ordre pratiques, il est évident que le chômage massif des jeunes a favorisé leur enrôlement. Aujourd'hui, à la faveur de l'offre de paix formulée par le Président de la République, plusieurs de ces jeunes ont même déposé leurs armes.

Au terme de notre rencontre, je me rendrais à Buea pour procéder à la destruction de celles qui ont déjà été récupérées. Un nombre significatif de ces jeunes ont déjà intégré les Centres de désarmement, de démobilisation et de réintégration mise en place.

Aujourd'hui, plusieurs sont disposés à quitter le maquis pour retrouver une vie normale. Cette volonté est malheureusement freinée par l'absence de perspectives en termes d'emplois et de réinsertion sociale. Je suis persuadé que la reprise des investissements dans ces deux Régions à travers la réalisation des micro-projets générateurs d'emplois ou le recrutement direct de certains jeunes pourraient inciter ceux qui hésitent encore à sortir de la brousse.

Je tiens à souligner qu'une telle démarche de la part des entreprises est conforme à la volonté et la vision du Chef de l'Etat concernant le rôle que le secteur privé peut jouer dans le processus de pacification de ces deux Régions.

C'est le lieu pour moi de préciser que le Gouvernement n'entend pas s'immiscer d'une manière ou d'une autre dans la gestion des appuis financiers qui pourraient être mobilisés par les partenaires privés. Les micro-projets auxquels je viens de faire allusion peuvent être réalisés soit directement par les entreprises privées, soit dans le cadre d'un partenariat avec les groupes communautaires, les Communes, ou les Régions concernées.

Pour ceux des partenaires privés qui souhaitent contribuer à la mise en œuvre du Plan présidentiel de reconstruction des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, je tiens à leur dire que la gestion du financement y relatif est assurée par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). La crédibilité et le sérieux de cet organisme ne sont plus à démontrer.

J'en appelle donc à la responsabilité sociale des entreprises que vous dirigez. Cette responsabilité se traduit par un engagement résolu, a contribué au

développement durable des Régions sinistrées en travaillant auprès des communautés locales suivant une approche citoyenne.

La reconnaissance, depuis le 02 septembre 2019, du Statut des Zones économiquement sinistrées aux Régions de l'Extrême Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ouvre la voie à certaines facilités fiscales conformément aux dispositions du Code Générale des Impôts.

J'invite à cet égard les partenaires du secteur privé, à prendre leur part dans le processus de reconstruction déjà engagé enfin de favoriser une reprise rapide des activités économiques et sociales mais aussi d'entré le meilleur dividende. Une telle implication aura un effet multiplicateur sur les investissements actuels et futurs des entreprises déployées dans ces Régions.

Pour ma part, je demeure convaincu que l'implication du secteur privé aux côtés du Gouvernement permettra de relancer la croissance et de créer des emplois surtout en faveur des jeunes.

Au demeurant, je suis tout à fait conscient que la pandémie du Covid-19 a fragilisé les capacités d'intervention de plusieurs acteurs du secteur privé. Mais soyez rassurés que le Gouvernement se tient à vos côtés pour atténuer les effets de cette crise sanitaire mondiale. Comme par le passé, les pouvoirs publics demeurent entièrement disposés à accompagner davantage le secteur privé à travers l'aménagement d'un certain nombre de dispositifs incitatifs. Ceux-ci devront être naturellement examinés dans le cadre de plateformes de concertation dédiées.

Distingués personnalités ;

Je ne saurais terminer mon propos liminaire sans rappeler que la résolution pacifique de la crise dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest reste la priorité absolue du Gouvernement et que le dialogue demeure l'option privilégiée par le Chef de l'Etat pour y parvenir. Dans ce sens, le concours du secteur privé est plus que jamais attendu pour mettre un terme à ces années de souffrance des populations innocentes.

Il nous revient donc de voir ce que nous pouvons faire ensemble pour la reconstruction des Régions en crise dans la dynamique constante de partenariat mutuellement bénéfique entre le secteur privé et le secteur public.

En tout état de cause, j'observe avec satisfaction que chaque fois que le secteur privé été interpellé ou sollicité, il a toujours fait montre d'une générosité agissante et d'une solidarité remarquable. Le Gouvernement par ma voix vous exprime une fois de plus toute sa reconnaissance et sa gratitude. Je suis donc tout à fait confiant que les partenaires du secteur privé qui payent déjà un lourd tribut à la crise dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest sauront manifester la même sollicitude en faveur de la reconstruction de ces deux Régions.

Je vous remercie pour votre très aimable attention.



La Royale des Jeux du Cameroun S.A. en abrégé R.J.C est une société citoyenne de droit camerounais ayant révolutionné le paysage des jeux au Cameroun à travers les offres transparentes et alléchantes de ses produits depuis juin 2010. Nos domaines d'activité sont principalement les Paris sportifs, la Loterie, L'ingénierie des jeux et la Course virtuelle.

Notre politique de proximité nous a permis de disposer d'un réseau dense de distributeurs avec plus de 3 000 agents partenaires et 100 centres de jeux répartis sur l'ensemble du territoire national. La satisfaction de la clientèle reste une philosophie permanente et palpable à la R.J.C qui compte aujourd'hui plus de 600 collaborateurs.

Nous faisons des milliers d'heureux gagnants à partir de 50F CFA seulement grâce à neuf tirages du Loto 5/90 par jour, et d'un tirage du Loto super 4 cagnotte (4/54) au prix unique de 300 FCFA.

Pour faire partie de ces multiples millionnaires, rendez vous tout simplement dans l'un de nos points de vente (kiosques ou points fixes) ou agences et placez vos paris sur les produits Premier Bet et Premier Loto

Parifoot  
Loto Super 4 Cagnotte  
Loto 5/90  
Virtual Dog Racing  
Virtual Horse Racing  
Spin and Winc  
Color Keno  
Virtual Rapide Loto 5/90  
Virtual Football  
Live Betting  
Vous pouvez aussi parier en ligne  
sur notre plate forme  
[www.premierbet.com](http://www.premierbet.com)



**5/90**

**SUPER 4  
CAGNOTTE**

 **ZONE**  
**PARIEZ AVEC LE MEILLEUR**

 **PREMIER LOTO**

Suivez tous les jours à 20h25mn en direct  
sur Canal 2 international le tirage du Loto  
Super 4 Cagnotte





Royale des Jeux du Cameroun SA abbreviated as R.J.C is a Cameroonian corporate, socially responsible company which has revolutionized the landscape of games in Cameroon through the transparent and attractive offers of its products since June 2010. Our fields of activity are mainly sports betting, Lottery, Gaming industry and Virtual Racing.

Our proximity policy has allowed us to have a dense network of distributors with more than 3,000 partner agents and 100 Gaming Centers across the country. The satisfaction of customers remains a permanent and palpable philosophy at the R.J.C which now has more than 600 employees.

We make thousands of many winners from 50Fcf only through nine draws Loto 5/90 per day and a draw Loto super 4 cagnotte (4/54) at the unique price of 300 F Cfa.

To be part of these multiple millionaires, simply go to one of our points of sale (kiosks or fixed points) or agencies and place your bets on Premier Bet and Premier Bet Loto products.

- Parifoot
  - Loto Super 4 Cagnotte
  - Loto 5/90
  - Virtual Dog Racing
  - Virtual Horse Racing
  - Spin and Win
  - Color Keno
  - Virtual Rapid Loto 5/90
  - Virtual Football
  - Live Betting
- bet also in our web site “  
www.premierbet.com”



**5/90**

**SUPER 4  
CAGNOTTE**

**PREMIER Bet ZONE**  
**PARIEZ AVEC LE MEILLEUR**

**PREMIER LOTO**

Watch the draw of Loto Super 4 Cagnotte every day live at 8:25 pm on Canal 2 International.



**PREMIER BET - RJC**  
**LOTTERY - GAMES ENGINEERING - SPORT BETTING - VIRTUAL GAMES**  
978 Boulevard de la Liberté - BP : 4733 Douala - Tél : (237) 233 42 48 14



A compter du 17 Mars

# BAFOUSSAM

Au départ de DOUALA / YAOUNDE

A PARTIR DE

**31 140** FCFA  
TTC

ALLER & RETOUR

Tarif soumis à  
condition



FRANCHISE BAGAGE

**3 vols par semaine**

Mercredi | Vendredi | Dimanche



**Camair-Co**

L'étoile du Cameroun

**15% de réduction pour les membres du GICAM.** Réservez dès maintenant en appelant au +237 233 50 55 20 / 21 / 22 / 23 / 24 / 25 / 26 / 27 (tous les jours, y compris le week-end et les jours fériés) - **Site web** : [www.camair-co.cm](http://www.camair-co.cm)

@camairco



## Synopsis

# PLAN PRÉSIDENTIEL DE RECONSTRUCTION ET DE DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS DU NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST



Monsieur Paul TASONG - Coordonateur du Plan Présidentiel de Reconstruction et de Développement des Régions du NOSO

Dialogue National et vise à relever et améliorer les conditions de vie des populations sévèrement affectées par les affres de la crise. Il est constitué de trois (03) phases : (i) le relèvement, (ii) la reconstruction et (iii) le développement.

La première phase (**Relèvement**) est axée sur trois (03) piliers que sont :

- ▶ la promotion de la cohésion sociale ;
- ▶ la réhabilitation des infrastructures sociales de base et ;
- ▶ la revitalisation de l'économie locale.

Dans chacun de ces piliers, il s'agit de réparer les dommages subis par les populations à travers des interventions déjà clairement quantifiées.

Le Gouvernement a confié la mise en œuvre du PPRD-NO/SO au

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en tant que « Partenaire d'Exécution ». Sous la supervision d'un Comité de Pilotage et le contrôle de la Coordination Nationale, le PNUD est notamment chargé de :

1. la mise en œuvre de toutes les composantes du PPRD-NO/SO conformément à ses règles et procédures et ;
2. la responsabilité fiduciaire pour la gestion des fonds mis à la disposition du PPRD-NO/SO.

Le coût estimé du PPRD-NO/SO est de 89 milliards de FCFA. Il est prévu une prise en charge de 10% par le Gouvernement sous forme de fonds de contrepartie. Pour l'essentiel, le Gouvernement mise sur la mobilisation de partenaires dont le secteur privé local sous la houlette du GICAM.

## Contexte

Le Plan Présidentiel de Reconstruction et de Développement des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (PPRD-NO/SO) fait suite aux recommandations du Grand

**Tableau : Aperçu des interventions du PPRD-NO/SO par pilier**

Type de dommages	Interventions de reconstruction et développement
<b>Pilier 1 : Cohésion sociale</b>	
<b>23 278 ménages ont perdu leur logement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Fournir des kits de logement aux ménages</li> <li>▶ Accompagner la reconstitution des documents personnels</li> </ul>
<b>Participation restreinte des ONG locales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Organiser respectivement des ateliers de renforcement des capacités</li> <li>▶ Organiser respectivement des événements socioculturels</li> <li>▶ Créer des cellules d'alerte pour renforcer les réseaux communautaires tels que les groupes d'entraide et de médiation</li> <li>▶ Créer une plateforme d'engagement civique pour identifier les projets portés par des jeunes pour un changement positif</li> </ul>
<b>Pilier 2 : Infrastructures essentielles</b>	
<b>293 écoles détruites</b>	Réhabiliter 174 écoles dans le NO et 119 écoles dans le SO
<b>82 centres de santé et réseaux d'eau détruits</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Réhabiliter 38 centres de santé dans le SO et 44 dans le Sud-Ouest</li> <li>▶ Réhabiliter 100 points d'eau au Nord-Ouest et 225 au Sud-Ouest</li> </ul>
<b>Routes détériorées</b>	Réhabiliter 14 ponts et 258 km de routes en terre au Nord-Ouest et 26 petits ponts et 315 km au Sud-Ouest
<b>Infrastructures communautaires dégradées</b>	Réhabiliter 50 infrastructures communautaires (salles communautaires, centres pour femmes et jeunes, etc.) dans le Nord-Ouest et 50 dans le Sud-Ouest
<b>Pilier 3 : Revitalisation de l'économie locale</b>	
<b>Baisse de la production agricole</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Réhabiliter les terres agricoles des agriculteurs</li> <li>▶ Fournir du matériel et des outils aux agriculteurs</li> <li>▶ Soutenir des coopératives</li> <li>▶ Recapitaliser des éleveurs (Nw) et des pêcheurs (Sw)</li> </ul>
<b>Infrastructures productives dégradées</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Réhabiliter des fours pour le café et le cacao</li> <li>▶ Réhabiliter des marchés de bétail et de cultures vivrières</li> </ul>
<b>Taux de chômage élevés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Offrir de petites bourses de démarrage</li> <li>▶ Soutenir la fourniture de services de développement commercial</li> <li>▶ Soutenir des startups</li> </ul>



## M. BAKOMA ELANGO

"THE RECONSTRUCTION OF THE SOUTH WEST REGION, IS A DETERMINED STAND TAKEN BY GOVERNMENT".



M. BAKOMA ELANGO, Président du Conseil Régional du Sud-Ouest

Excellence Mr. le Premier Ministre Chef du Gouvernement,

Messieurs les Ministres ici présents,

M. le Gouverneur de la région du Littoral,

M. le Président du GICAM,

M. le Président du Conseil régional du Littoral et des Conseils exécutifs du Nord-Ouest,

M. le Préfet du Département du Wouri,

M. le maire de la ville de Douala,

Mesdames et Messieurs les opérateurs économiques,

Mesdames et messieurs,

The reconstruction of the southwest region is a determined stand taken by the government, towards finding peace after the socio-political crisis that has rubbed and is rocking the region for a while now. Towards this objective, the government organised the major national dialogue in Yaounde from the 30th September to the 4th October 2019 as the Prime minister said in his opening address, which had the reconstruction of the region as a major component. To see this through, the presidential plan for reconstruction was setup and its organ put in place.

You have heard from the national Coordinator Mr. Paul TASONG and so permit me to repeat.

Job creation is part of reconstruction because many job and opportunities have been lost as a result of the crisis. We, in the southwest region are convinced that the youth unemployment is

a problem that is driving social upheaval in the region. All councils in the southwest region are in hurry to do things and create jobs, which takes away idle youth from the streets. Thus, making them feel useful to their families as well as our society. Such a move will add value to the economy.

The southwest regional assembly is convinced that this dream can come true with the participation and contribution of the business community here present. Yes, the southwest region is the production basket of a lot of cash crops such as cocoa, coffee, palms, timber and you can name the rest. There are lots of constructions works that could create jobs. The quick part with profitable investment in this domain is however through immediate action that could give hope to a bobbling and idle work force. For this, councils of the southwest region backed by the southwest regional assembly have eyes on the creation of jobs that may quickly absorb the energies and skills of as many youths as possible especially in troubled areas of all the six divisions.

Along this line, the southwest regional assembly has identified natural strength in divisions of the region in which small investments by the business community here present can be made. This will create clusters for jobs and get idle youths busy in each division.

In Fako division, the Buea silicon mountain which Mr. TASONG maintains is known to have raw and untapped ICTs in many of his youth. A project by the business community that develops the Buea silicon mountain for ICTs software and APP production will serve the business community absorb many youths in terms of entrepreneur and contribute to economic development.

Dear members of the business community, help the southwest regional assembly to build on this strength in the mountain.

Still in the Fako division, the localities of Muyoka and Ekona are known for their fertile soil, and food crop production like cassava, plantain, yams, etc. These localities have harboured idle youths who have disturbed the lives of different people in the entire region for the past couple of years. There is no doubt that the people of Muyoka and Ekona are hard working and where it is possible to setup two or three large cassava and yam processing and packaging plants in the area, it will have the noble effect of occupying the youth in gainful farming through

transformation, marketing, thus contributing indirectly to a return of peace. This is because the busy youth will not be available for recruitments into criminal activities that disturb the peace which is a disservice to the economy.

Dear members of the business community here present, this is not a big project to setup, but its returns are huge. Help the southwest regional assembly to build on this strength in the Muyoka and Ekona areas and you will not regret it.

There is no businessman or businesswoman here who has not heard of Kumba. It is popularly referred to as "key town".

It is the town that leads to virtually all the divisions of the southwest region. As the most populous divisional headquarter in the southwest, Kumba has always been the commotional capital of the southwest region. Road infrastructure however badly requires a good face lift, for that town to be attractive again for its people and for business.

An urban reconstruction project that simply targets cleaning all blocked gutters, draining systems, will employ many idle youths and foster urban development.

Dear members of the business community hear present, asking that you heal the southwest regional assembly by undertaking this kind of project in both Kumba and Mamfe is not too much. It will create much needed jobs and in the long run, promote the kind of peaceful environment that you need to invest in ventures and greater returns.

Please join the southwest regional assembly in resembling its economy by investing in youth employment through the creation of jobs for them now, in the domains identified above and more. You will not regret it, especially when Lebialem and Kupe Manenguba can exploit their products.

Let me end by inviting you to join the southwest regional assembly in his work toward prosperity through the promotion of jobs for its youths now.

Excellence M. le Premier Ministre Chef du Gouvernement,

Mesdames et Messieurs, voilà la contribution de notre région d'origine, le Sud-Ouest.

Merci pour votre aimable attention.

## Mazars 2020 C-suite barometer

Mazars, the international audit, tax and advisory firm releases its new "Mazars 2020 C-suite barometer," a comprehensive report of business executives' views and outlook for 2021, based on insights from over 500 C-suite leaders around the world.

**According to the research, the top three most likely business transformations in the coming three to five years are:**

- Technology transformations
- Performance improvement-related transformations
- Development of new services, markets and business models

Discover more at [www.mazars.com/c-suite](http://www.mazars.com/c-suite)

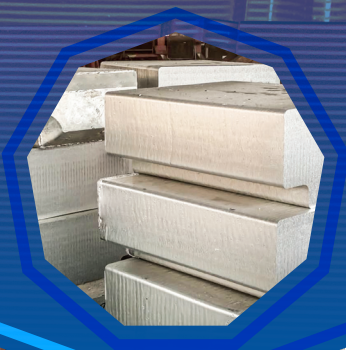
**mazars**



**alucam**  
compagnie camerounaise d'aluminium



# Offre Diversifiée de Qualité Supérieure



**Direction Générale/Head Office:** Rue Alfred Saker

**B.P:** 1090 Douala -Cameroun - **Tel:** +237 233 50 30 00 - **Fax:** +237 233 50 30 17

**Usine/Plant:** B.P: 54 Edéa-Cameroun - **Tel:** + 237 233 50 44 00 - **Fax Direction Usine:** + 237 233 50 44 20

**Email:** ventes.alucam@groupealucam.com



Pr. FRU ANGWAFOR

## « MOBILISER LES ACTEURS COMMUNAUTAIRES ET ENGAGER LES JEUNES DANS DES ACTIVITES A FORTE INTENSITE HUMAINE »



Pr. Fru Angwafor, Président du Conseil Régional du Nord-Ouest

Excellence M. le Premier Ministre, Chef de gouvernement, Sa Majesté Dr. Dion NGUTE

Merci d'inviter la voix des populations pètries du Nord-Ouest au cours de cette rencontre d'échange du Premier Ministre avec le secteur privé. Nous avons en effet beaucoup appris de l'exposé du président du comité de pilotage de la reconstruction des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

M. le Premier Ministre, M. le Président du GICAM, j'adhère au protocole bien établie par les services du premier ministre. Nous avons ici appris du dernier orateur la gravité de la situation ; le chômage et sous-emploi, et je confirme que ce sont des préoccupations majeures. Nous avons été édifiés sur tout ce que le gouvernement a fait avec ses partenaires, notamment avec le PNUD, la coopération bilatérale et multi-bilatérale. Il s'agit pour nous en région de mobiliser les acteurs communautaires, en particulier les jeunes, dans l'intérêt commun et les activités à forte intensité humaine. Mais cette ambition est entravée par la rareté des financements. Les chiffres présentés par le coordonnateur de cette reconstruction nous ont davantage édifiés.

Le Conseil exécutif régional dans sa mission de développement économique, peut s'associer à la communauté des affaires camerounaise, dans un modèle gagnant-gagnant pour créer des opportunités d'emplois pour les jeunes oisifs, générer des intrants primaires pour l'agriculture. Cela sera un tournant du bon côté de notre engagement ici aujourd'hui.

Qu'elles sont donc les activités à fortes intensité humaine qui peuvent être engagées immédiatement ? Je peux citer l'entretien de routes, construction de gouttière, remplissage de nids de poules, et dans le chapitre d'assainissement urbain, ramassage des ordures, distribution et vente de fumier, creuser les latrines modernisées, construire les chambres d'eaux usées, production de biogaz, collecte des déchets plastiques et métalliques, et pourquoi pas la construction des forages et puits... Pour une vision globale y compris la gestion de l'environnement, la plantation des arbres et l'horticulture.

Les activités d'entretien routier assureront durablement les mouvements des personnes et des produits vers les marchés ; éviterons les accidents et sécuriseront les voies de circulations.

Les sous-produits du programme d'assainissement développeront l'économie du recyclage, soutiendront les besoins énergétiques des ménages locaux, produiront du fumier local pour l'horticulture et l'agriculture, ainsi que les intrants matériels pour la construction. Ces actions constitueront la base d'une économie durable.

Je suis séduit, par la volonté du monde des affaires de réussir ensemble en agissant et reconstruisant ensemble.

M. le Premier Ministre, merci de nous avoir invités. Je vous remercie pour votre aimable attention.



Tendance de l'économie au 1<sup>er</sup> trimestre 2021

## LES PERSPECTIVES DE REPRISE À L'ÉPREUVE DE LA PRESSION FISCALE ET DES CONTRAINTES EXOGÈNES !

Ce document, publié trimestriellement par le GICAM, est intitulé Tableau de Bord Trimestriel de l'Economie. Il fait le round-up des faits marquants de la conjoncture des entreprises, reflétées par les opinions des chefs d'entreprises, interrogés sur leurs perceptions du climat des affaires, l'évolution de l'activité dans leurs entreprises au cours du dernier trimestre et leurs anticipations concernant celui à venir.

Dans ce document, les analyses s'appuient sur les indicateurs relatifs à :

- ▶ la tendance de l'activité au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2021 et de celle anticipée pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2021 ;
- ▶ l'évaluation de l'environnement des affaires, en termes de contraintes, menaces, forces et opportunités.

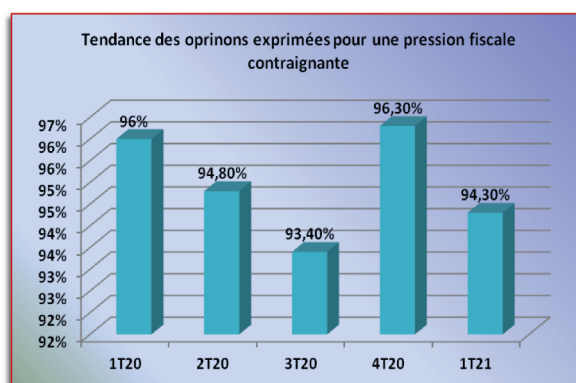
Les attentes spécifiques et les propositions des chefs d'entreprises pour l'amélioration de l'environnement des affaires sont également mis en relief.

L'analyse procède à des comparaisons avec les tendances observées au cours du trimestre précédent (4<sup>ème</sup> trimestre 2020) et par rapport au même trimestre de l'année précédente (1<sup>er</sup> trimestre 2020).

Un accent est mis sur les écarts significatifs et suffisamment perceptibles.

trimestre 2020. Au final, **94,3%** ont une perception d'une pression fiscale en hausse ou stable, contre **96,3%** au 4<sup>ème</sup> trimestre et 93,4% au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020.

Invariablement, la proportion des opinions exprimant une baisse de la pression fiscale reste marginale : 5,7% pour le 1T21 contre 3,6% au 4T20.



En glissement annuel, les avis concernant la pression fiscale confirment toujours le sentiment d'un étai fiscal qui se resserre chaque jour un peu plus. De 96% au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, on est passé à 94,3% d'opinions pour une hausse ou une stabilité de la perception des entreprises de la pression fiscale en 2021.

Ces tendances qui perdurent depuis plusieurs trimestres ne devraient pas s'inverser au second trimestre si l'on s'en tient aux anticipations pessimistes des chefs d'entreprises et de l'orientation de la politique fiscale.

En effet, selon le cadrage budgétaire 2021, le ratio recettes fiscales par rapport au PIB devrait croître de 1,3% par rapport à 2020. Cet objectif d'amélioration du taux de pression fiscale se traduit malheureusement sur le terrain par une accentuation de l'étai sur quelques entreprises, tandis que les niches fiscales demeurent peu explorées et que les dépenses fiscales discriminatoires restent importantes.

Pour les entreprises, la politique fiscale se traduit par un accroissement des taux, une multiplicité des contrôles fiscaux avec des redressements contestables, combinés à une absence de visibilité en ce qui concerne les procédures de recours.

Plusieurs dirigeants ont ainsi déploré de manière spécifique certaines dispositions de la Loi de Finance défavorables à certaines filières (droit d'assises sur matières premières, taxation de l'importation de certaines denrées à l'instar de l'huile de palme ; ...).

Parallèlement, près de 78% des entreprises ont été affectées de manières importantes par les retards de paiement de l'Etat concernant soit la commande publique, soit les remboursements des crédits TVA.

### Cinq chiffres clés de la conjoncture au 1<sup>er</sup> trimestre 2021

- **94,3%** des chefs d'entreprises ont été confrontés à des tracasseries fiscales très contraignantes au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2021 ;
- **81,8%** des chefs d'entreprises ont dû accroître leur endettement au cours du cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2021 ;
- **67%** au moins des chefs d'entreprises déplorent le relèvement des taux de commissions bancaires sur le transfert de devises et les difficultés d'accès aux devises pour le règlement des fournisseurs extérieurs ;
- **66%** des chefs d'entreprises déplorent la mauvaise qualité des télécommunications (téléphonie, internet, ...) au cours du premier trimestre.
- **65,5%** des chefs d'entreprises ont subi une baisse de leurs chiffres d'affaires au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2021 ;

#### 1. Tracasseries fiscales : De mal en pis

**Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2021, la pression fiscale est demeurée l'une des préoccupations majeures des chefs d'entreprises.**

De fait, c'est toujours plus de 9 entreprises sur 10 qui estiment que la pression fiscale est intenable. Ce trimestre, 44,3% des chefs d'entreprises indiquent avoir observé une hausse de la pression fiscale. Cette proportion était déjà de 42,7% au cours du 4<sup>ème</sup>

## 2. Difficultés de transferts : Quand la Banque Centrale bloque l'économie

L'introduction depuis deux trimestres de nouveaux facteurs, liés aux difficultés de transfert, a mis en exergue d'importantes perturbations dans les activités des entreprises. Au 1er trimestre 2021, 67,4% des chefs d'entreprises indiquent que le relèvement des frais de transferts des devises a été une contrainte très importante, **tandis que 67,1%** ont fait face, de manière importante, à des difficultés d'accès aux devises.

La problématique du transfert des devises a en effet pris une nouvelle tournure au cours du trimestre avec la publication par la BEAC, de la Lettre Circulaire N°003/GR/2021 précisant les modalités d'apurement des dossiers de domiciliations d'importations.

Les difficultés d'appropriation de ces modalités, parfois au caractère draconien, à la fois par les banques et par les entreprises, ont débouché sur des dysfonctionnements et des blocages dans la quasi-totalité des secteurs d'activités.

**Encadré : La rareté des conteneurs à l'origine de la hausse des coûts du fret maritime.**

La rapidité de la reprise de l'économie américaine, combinée à la congestion dans les principaux ports a induit un ralentissement des délais de rotation des conteneurs. La solution aurait été l'acquisition de nouveau conteneur. Malheureusement les prix ont pratiquement triplé du fait principalement de la hausse du prix du fer et de l'acier (conséquence d'un conflit commercial entre la chine, principal producteur, et l'Australie, son principal fournisseur). La conséquence de cette rareté est double : (i) le renchérissement des coûts locatifs des conteneurs disponibles, (ii) les principaux armateurs privilégient les routes maritimes les plus rentable, en l'occurrence, Amérique du Nord, Asie et Europe. L'Afrique et l'Amérique du Sud, considérés comme marchés secondaires, payent ainsi le lourd tribut de la pénurie.

Le refus de la Banque centrale de ménager un moratoire raisonnable, malgré les multiples interpellations, affecte fortement les capacités d'approvisionnement et fait courir un risque d'arrêt des activités sur les secteurs dépendant des importations.

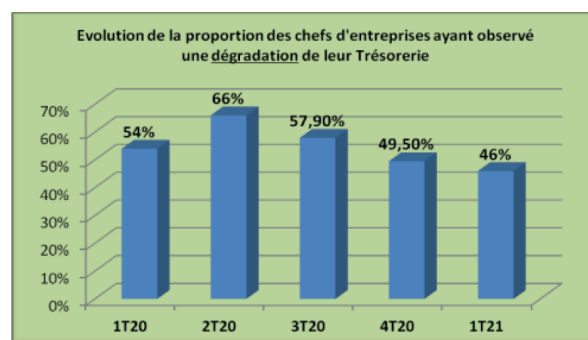
Ces difficultés et blocages se sont cumulés, au 1er trimestre 2021, à la dégradation des services de communications et de télécommunications, mais également et surtout au renchérissement des coûts de passage portuaires.

En effet, près de **68%** des chefs d'entreprises estiment que la **mauvaise qualité des infrastructures** de transport a constitué un handicap très important pour leurs activités économiques. D'un autre côté, **le relèvement des coûts de passage portuaires** a été pointé du doigt par **63,4%** des chefs d'entreprises comme une contrainte importante sur le développement de leurs activités.

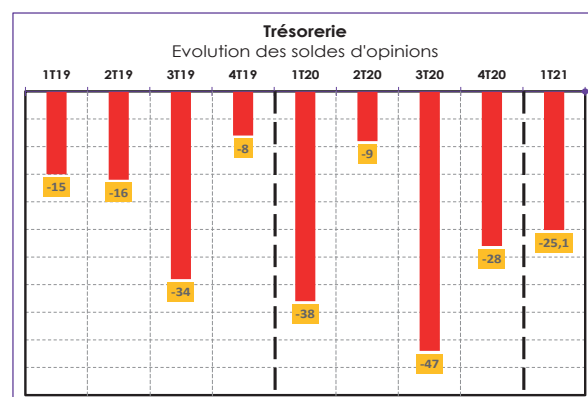
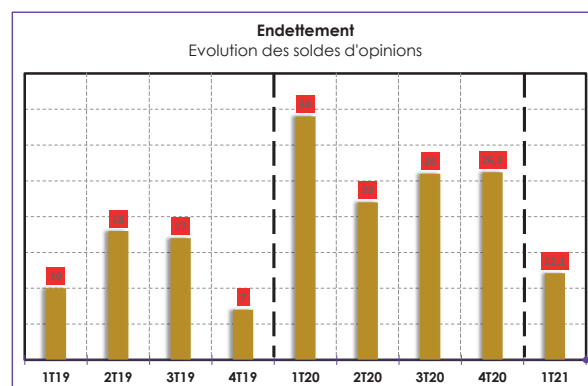
## 3. Trésorerie et endettement : Indicateurs toujours au rouge !

Au 4ème trimestre 2020, environ 46% des opinions exprimées par les chefs d'entreprises mettaient en évidence une hausse de leur endettement. Cette proportion, bien qu'ayant reculé au 1er trimestre 2021 reste élevée (26,6%). Le niveau d'endettement est resté stable pour la majorité des entreprises (55,6%) et n'a baissé que pour 16,1% d'entre elles.

Quant à la trésorerie, elle s'est dégradée chez 46% d'entreprises au cours de ce trimestre contre 49,5%, au trimestre précédent et 57,9% un trimestre plus loin. Au 1er trimestre 2020, la dégradation avait concerné 54% des entreprises.



Toutefois, la proportion des chefs d'entreprises ayant noté une amélioration de leur trésorerie a légèrement baissé. Elle n'est que de 20,9% par rapport au trimestre précédent où elle se situait à 22%, contrairement aux trimestres précédents, au cours desquels cette proportion avait doublé, passant de 11,2% au 3ème trimestre à 22% en fin d'année 2020.







**HORIZON PHYTO PLUS**

**Vous avez droit au meilleur**

**Pour une cacaoyère sans capsides**



Siège social : Z.I Douala - Bonaberi, face Cimencam

Agences : Garoua & Yaoundé

B.P : 2131 Douala - Cameroun

Tél : +237 233 43 69 84 / +237 243 19 29 12

Email : horizonphyto@horizonphytoplus.com



La mise en parallèle des tendances concernant la trésorerie et l'endettement révèle une fragilisation financière sans cesse croissante des entreprises depuis le début de la crise sanitaire en 2020. Depuis cette période, les soldes d'opinions relatifs à la trésorerie et à l'endettement se sont significativement dégradés.

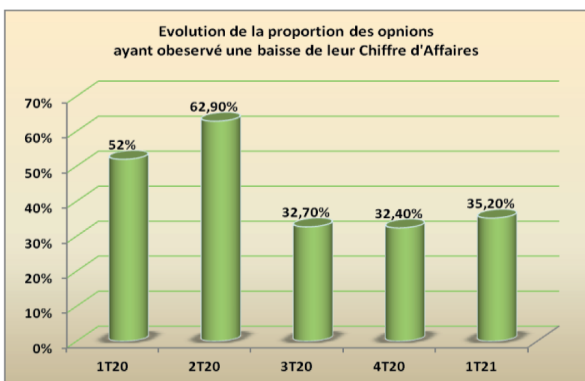
Comme corollaire immédiat, la tendance des investissements reste morose. Les chefs d'entreprises ayant accru leurs investissements sont toujours moins nombreux que ceux qui ont été contraints de les baisser. Dans leur grande majorité, les entreprises ont réduit ou stoppé leurs investissements face à l'incertitude et aux difficultés de financements.

#### 4. 1<sup>er</sup> trimestre 2021 : Un espoir de reprise plombé

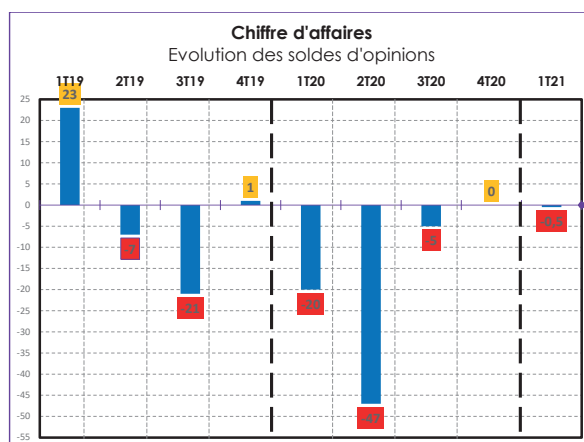
Au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, 65,5% des chefs d'entreprises affirment avoir enregistré un chiffre d'affaires en baisse ou stable. Celui-ci n'a été en hausse que chez 34,7% d'entre eux, à peu près une proportion de 1 sur 3. Cette proportion était de 67,5% au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020.

Par ailleurs, la proportion des chefs d'entreprises ayant observé une baisse stricte de leurs chiffres d'affaires au cours de la période s'est stabilisée autour de 35,2% contre 32% aux 2 trimestres précédents.

Si ces résultats semblent en légère amélioration par rapport à ceux connus depuis le début de la crise sanitaire, il n'en demeure pas moins qu'ils restent préoccupants dans une période escomptée comme période de reprise.



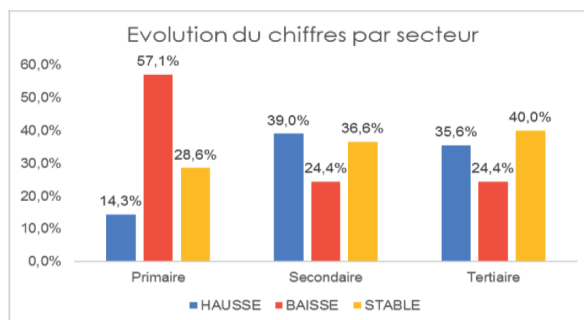
De fait, l'accalmie des effets négatifs de la pandémie COVID, la réouverture progressive des économies et la refondation des modes d'organisation, avec



notamment une digitalisation accrue des processus autorisaient un espoir d'une reprise plus importante.

Globalement, on note un faible écart entre les perceptions de hausse et de baisse du chiffre d'affaires, avec toutefois un solde d'opinions à nouveau négatif au 1<sup>er</sup> trimestre 2021.

Sur un plan sectoriel, on observe que dans les secteurs



primaire et secondaire, les chefs d'entreprises ont eu les évolutions les moins favorables de la perception. En effet, on observe un solde d'opinion négatif de -42,9% dans le primaire et de -19% dans le secondaire.

Pour ce qui est de l'évolution des stocks, la stabilité constatée depuis les quatre derniers trimestres s'estompée : les opinions exprimées pour une stabilité ne représentent que 44,4% contre 50,6% au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020. Les difficultés d'approvisionnement et le renchérissement global des coûts des matières premières importées entraîneraient ainsi un amenuisement des stocks.

Tendance de l'activité (1 <sup>er</sup> Trimestre 2021)	Hausse	Stable	Baisse	Total
Tendance du Chiffre d'Affaires	34,7 ↕	30,3 ↘	35,2 ↗	100%
Tendance des stocks (de Matières premières et de produits finis)	26,6 ↗	44,4 ↘	29,4 ↗	100%
Tendance de l'endettement	28,2 ↘	55,6 ↗	16,1 ↗	100%
Tendance de la trésorerie	20,9 ↘	33,1 ↗	46 ↘	100%
Tendance des investissements	17,6 ↗	54,2 ↗	28,2 ↘	100%
Tendance de la pression fiscale	44,3 ↗	50 ↘	3,6 ↘	100%
Tendance des effectifs	22,1 ↗	58,6 ↗	19,3 ↘	100%

↘ = Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent  
 ↗ = Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent  
 → = Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent



A l'évidence, de nombreuses contraintes conjoncturelles ont plombé les anticipations positives et il convient de demeurer attentif face aux nouveaux variants et aux nouvelles vagues de la pandémie qui refont surface çà et là.

S'agissant des contraintes, près de 80% des chefs d'entreprises ont identifié au cours du 1er trimestre la concurrence déloyale, les tracasseries administratives et les retards de paiements de l'Etat comme des facteurs ayant fortement affecté leurs activités.

(i) les questions de concurrence déloyale demeurent pour le 4ème trimestre consécutif l'une des principales menaces sur l'activité des entreprises. Seules 14% des

entreprises estiment que la concurrence n'a pas été un frein à leurs activités.

(ii) A l'image des questions liées à une concurrence déloyale, les Tracasseries administratives constituent une préoccupation majeure des chefs entreprises. Au cours du trimestre sous revue, elles sont perçues par 81% des chefs d'entreprises comme un handicap important ou très important.

(iii) En troisième lieu, les retards de paiement continuent de constituer une contrainte majeure pour les entreprises. L'incidence de cette préoccupation se situe autour de 78% au cours du premier trimestre, soit 2 points de plus par rapport au trimestre précédent.

Faiblesses/menaces	Très important	Important	Peu important	Total
Insuffisance de la demande	27,3% ↓	39,6% ↓	33,1% ↗	100%
Insuffisance des capacités (équipements, matériels, ...)	15,4% ↓	23,5% ↗	61% ↗	100%
Difficultés d'accès aux financements	30,7% ↓	26,3% ↓	43,1% ↗	100%
Difficultés d'approvisionnement	34,6% ↗	23,3% ↗	42,1% ↓	100%
Insuffisance /perturbations de la distribution de l'énergie électrique	36% ↗	30,1% ↓	33,8% ↗	100%
Concurrence	38,1% ↓	48,2% ↗	13,7% ↓	100%
Tracasseries administratives	39,3% ↗	40,7% ↓	20% ↓	100%
Retard de paiement (Délais de paiement, décomptes des marchés, crédits de TVA)	42,3% ↗	34,6% ↗	23,1% ↓	100%
Difficultés d'accès aux devises	33,8% ↗	32,3% ↗	33,8% ↓	100%
Insécurité dans les régions du SW et NW	33,1% ↓	32,4% →	34,6% ↗	100%
Qualité du réseau routier	32,3% ↓	35,3% →	32,3% ↓	100%
Qualité des télécommunications (téléphone, internet...)	27,7% ↓	38% ↓	34,3% ↗	100%
Relèvement des coûts de passage portuaire	26,6% ↗	35,2% ↓	38,3% ↗	100%
Relèvement des taux de commissions bancaires sur le transfert de devises	27,1% ↗	40,3% ↗	32,6% ↓	100%

↓ = Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent  
 ↗ = Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent  
 → = Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent

En plus du renchérissement des coûts du fret maritime, l'apparition de nouveaux frais sur la place portuaire de Douala a pesé sur l'activité d'un nombre significatif d'entreprises. En effet, plus de 55% des chefs d'entreprises interrogés pensent être négativement impactés par les coûts élevés et les délais de plus en plus longs sur la place portuaire de Douala.

Plusieurs autres contraintes ont été relevées par les chefs d'entreprises. Il s'agit notamment de :

- ▶ La faible régulation du secteur des télécommunications qui ne favorise pas le développement des services à Valeur Ajoutée ;
- ▶ L'inadéquation des mesures gouvernementales face au covid19 ;
- ▶ La corruption et la mal gouvernance ;
- ▶ etc.

**Emplois : la tendance aux nouveaux recrutements se maintient !**

Dans cet environnement morose, une lueur d'espoir concerne l'évolution des recrutements. Pour la première fois depuis plus d'un an, les soldes d'opinions relatifs aux recrutements ont augmenté. La proportion exprimée en faveur d'une hausse des effectifs est passée de 18% à **22,1%**. En rappel, au 3ème trimestre, elle n'était que de 9% et de 3% au 2ème trimestre.

Cette lueur d'espoir se confirmerait-elle par anticipation au 2ème trimestre 2021 ?

**5. Opportunités : La hausse de la demande difficile à saisir !**

Les perceptions exprimées par les chefs d'entreprises montrent que la hausse des commandes et des opportunités de marchés a été manifeste. C'est l'avis de 60,4% d'entre eux.

Si en proportion, ceux qui profitent de la demande des biens et services en liaison avec la crise Covid 19 est plus importante (de 7% au 4ème trimestre 2020 à 15% au 1er trimestre 2021), il convient de relever que les matières premières ont été tout de même plus facilement accessibles selon 40,5% des opinions exprimées. C'est dire que, de plus en plus, l'ouverture des frontières est profitable pour les importations malgré les difficultés déjà évoquées (transfert, coûts fret et produits).

Le statut de zone économiquement sinistré reconnu aux régions du SW et NW et les incitations qui en découlent ne semble toujours pas susciter une effervescence auprès des entreprises. En l'occurrence, **67%** n'y trouvent pas grand intérêt, bien que cette proportion soit en recul par rapport au trimestre précédent (72,6% d'opinions exprimées au 4T20).

Pour ce qui est des réformes de **l'environnement global des affaires**, la tendance de l'insatisfaction est constante, quoique pour 17,3% d'opinion, il y aurait eu une amélioration. Ce taux était de 14,8% au trimestre précédent.



# PAMOL PLANTATIONS PLC

An Agro Industrial Para Public Company



Patinum Star Award for Quality

Pamol products are developed through intensive Research and Development programmes with stringent quality control procedures to meet customers expectations, consistent with our mission of Growing Food for an Emerging Nation

## OIL PALM SEEDS

The choice and quality of oil palm seed is probably the most important factor in the future success and profitability of an oil palm plantation.

Pamol DxP seed, developed using the internationally recognized recurrent selection scheme in its breeding programme, is the highest quality oil palm seed adapted to the seasonal climate of Africa today.

For maximum economic returns from your investment, procure Pamol DXP seeds and gain from its unrivalled benefits such as :

- ♦ High and guaranteed germination
- ♦ Good early vigour and high yields throughout the life span of your plantation
- ♦ A broad genetic base which allows for wide adaptation
- ♦ Highest level of seed purity – very minimal dura contamination
- ♦ Slow height increment
- ♦ Exceptional resistance to vascular wilt and foliar diseases
- ♦ Standard phytosanitary control

## RED PALM OIL

The oil characteristics of low melting point and a significantly higher unsaturated fatty acid and low trans content of Pamol oil makes it clearly attractive to commercial use and specially favoured for domestic consumption in Cameroon.

## SOAP

Pamol Laundry Soap is Highly Solicited for its Durability and Excellent Detergence

**WITH OUR WEALTH OF EXPERIENCE AND EXPERTISE, BE CONFIDENT THAT WHEN YOU CHOOSE PAMOL, YOU ARE FULLY PROTECTING YOUR INVESTMENT.**

### Headquarters

Lobe Oil Palm Estate  
P.M.B. 03 Ekondo Titi, Cameroon  
Tel: (237) 677 83 49 10  
e-mail: info@pamol.net  
Website: www.pamol.net

### Branch Office, Douala

B.P. 5483 Akwa,  
Douala, Cameroon  
Tel: (237) 677 11 12 48  
e-mail: info@pamol.net



seeds



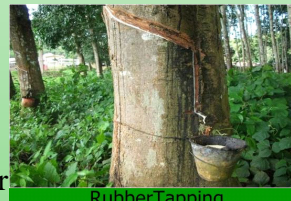
Tenera Fruits



Palm with Bunches



Edible Palm Oil



Rubber Tapping



Pamol Soap



**Mbile Tapea Solomon**  
GENERAL MANAGER



Opportunités/forces	Très important	Important	Peu important	Total
Hausse des commandes / opportunités de marchés	23% ↗	37,4% ↘	39,6% ↘	100%
Hausse du pouvoir d'achat des consommateurs	16,1% ↗	25,5% ↘	58,4% ↘	100%
Accessibilité et coût des matières premières	16,9% ↗	24,6% ↘	58,5% ↘	100%
Amélioration de l'environnement des affaires	17,3% ↗	28,8% ↗	54% ↘	100%
Statut de Zone Economiquement Sinistré (SW, NW, EN)	15% ↗	17,6% ↗	67,7% ↘	100%
Mesures gouvernementales de soutien face au Covid 19	13,5% ↗	19,9% ↘	66,7% ↘	100%
Accroissement de la demande de certains biens et services liés au Covid 19	14,8% ↗	21,5% ↘	63,7% ↘	100%
Dispositions de la Loi de Finance 2021	14,6%	38,5%	46,9%	100%

↘ = Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent

↗ = Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent

→ = Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent

### 6. 2T21 : Difficile de se départir de certains facteurs exogènes

Si l'on s'en tient aux opinions exprimées par les chefs d'entreprises relatives à leurs anticipations pour le 2ème trimestre 2021, le solde d'opinion concernant les Chiffres d'affaires aurait pu s'inverser.

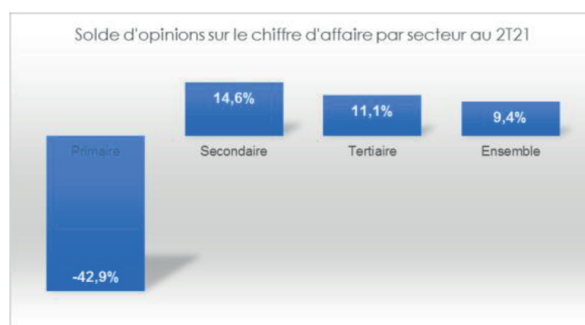
La quasi-totalité des indicateurs convergeait dans ce sens mais les facteurs négatifs apparus entre temps obligent à tempérer cet optimisme.

Parmi ces facteurs, la pression fiscale demeure en tête de liste. Le solde d'opinion reste dans le sens d'une hausse de la perception d'une pression fiscale forte, même si cette proportion (33,8%) sera légèrement en baisse par rapport au premier trimestre (39,5%).

A celle-ci, l'on peut ajouter le renchérissement généralisé des coûts des matières premières et des produits importés, les blocages dans les opérations de transfert ainsi que la hausse vertigineuse des coûts du fret maritime.

Les acteurs du secteur primaire sont particulièrement

pessimistes sur les perspectives du 2T21 avec un solde d'opinion de **-33%**.



Pour ce qui est des investissements, la tendance anticipée pour le 2ème trimestre 2021 s'annonce moins bonne. En effet, la proportion des chefs d'entreprises qui envisage d'investir davantage est de seulement **23,3%** contre **28,2%** pour le 1T21.

De même, la tendance des recrutements pourrait également être en baisse au deuxième trimestre (17,2% contre 22,1%).

Tendance anticipée (2ème Trimestre 2021)	Hausse	Stable	Baisse	Total
Tendance du Chiffre d'Affaires	36% ↘	38,2% ↗	25,7% ↗	100,00%
Tendance des stocks (de Matières premières et de produits finis)	32% ↗	48,5% ↘	19,4% →	100,00%
Tendance de l'endettement	32% ↘	52,5% ↗	15,6% ↘	100,00%
Tendance de la trésorerie	20,3% ↘	49,6% ↗	30,1% ↘	100,00%
Tendance des investissements	25,6% ↗	51,2% ↘	23,3% ↘	100,00%
Tendance de la pression fiscale	39,7% ↘	53,4% ↗	6,9% ↗	100,00%
Tendance des effectifs	17,2% ↘	67,9% ↗	14,9% ↗	100,00%

↘ = Indique une proportion en baisse par rapport à celle du trimestre précédent

↗ = Indique une proportion en hausse par rapport à celle du trimestre précédent

→ = Indique une proportion identique à celle observée le trimestre précédent



TRANSPORT MARITIME DOUALA - KRIBI - DOUALA

**TRANSPORTER VOS,  
MARCHANDISES,  
NOTRE MÉTIÉR!**



TRANSPORT MARITIME | AGENCE MARITIME | SOUTAGE | LOGISTIQUE | CONSIGNATION | TRANSIT

**DAVANTAGE DE SOLUTIONS... MORE SOLUTIONS**



**Réne MBAYEN**  
PCA

**CAMSHIP-CLGG** a mis en place un service de cabotage maritime des marchandises conteunerisées entre les ports de Kribi-Mboro et Douala-Bonabéri.



[www.hsd-melt.com](http://www.hsd-melt.com)

**PERSONNEL TEMPORAIRE**

**GESTION DE LA PAIE**

### La référence

locale et internationale  
en gestion des ressources  
humaines en Afrique  
Sousaharienne.

**Confiez-nous une mission !**

**RECRUTEMENT LOCAL  
& INTERNATIONAL**

**FORMATION  
PROFESSIONNELLE**



Fixe : +237 2 33 43 04 81  
Mobile : +237 6 98 84 36 68  
Carrefour Hôtel de l'Air, Bonapriso  
85 avenue de l'Indépendance  
B.P 3948 Douala  
cameroon.office@hsd-melt.com





FINANCIAL HOUSE

# 17 ans...

D'ACCOMPAGNEMENT, DE CONSEIL ET DE RÉUSSITE.  
UN VÉRITABLE PARTENARIAT GAGNANT-GAGNANT.

*Merci pour la confiance à chaque fois renouvelée...*

**SIEGE SOCIAL**

Yaoundé, place de l'Hôtel de ville  
BP : 4531 YAOUNDÉ  
TÉL : +237 222 22 60 64

**REGION DU LITTORAL**

Douala, Boulevard de la liberté  
TEL : +237 233 42 06 55

**REGION DE L'OUEST**

Bafoussam, route de Ndjimoun,  
à côté de l'Hôtel FEDERAL  
TEL : +237 233 44 33 15



FINANCIAL HOUSE S.A



[www.financialhouse.cm](http://www.financialhouse.cm)



Financial House S.A

*Let's Win Together!!!*



# Face à la Covid-19, vous êtes couverts.

**Nous payons  
tous les sinistres  
dûs à la COVID-19.**

Pas encore client,  
Souscrivez vite à l'un de nos contrats.

**RDV sur [www.prubeneficial.cm](http://www.prubeneficial.cm)**

**(+237) 699 154 989    (+237) 680 06 94 93**

*Vous aider à profiter du meilleur de la vie.*



**PRUDENTIAL  
BENEFICIAL**   
INSURANCE

Fidèles à nos clients depuis 170 ans et conscients de notre responsabilité dans la société, nous avons et continuons de prouver notre engagement à vos côtés dans les moments d'incertitude. Prudential a indemnisé les victimes du naufrage du Titanic et des 2 guerres mondiales.

Face à la crise de COVID-19, Prudential Beneficial life Insurance et Prudential Beneficial General Insurance ont :

- Outrepassé la clause d'exclusion pandémique durant la crise sanitaire mondiale de COVID-19.
- Offert une couverture complémentaire gratuite PRUCOVER+ à tous leurs clients au cours de l'année 2020.
- Avec une donation de 41 000 000 FCFA à l'ONG Value Health Africa (VAHA) en partenariat avec la Prudence Foundation, mené des actions de sensibilisation et de soutien aux populations vulnérables à travers le pays, apporté l'eau potable à travers la construction de forages, la distributions de kits sanitaires, et la mise à disposition de stations de lavage de mains.

Faithful to our ethics for 170 years and aware of our responsibility in society, we have and continue to prove our commitment to you in times of uncertainty. Prudential compensated the victims of the sinking of the Titanic and the 2 world wars.

Faced with the COVID-19 crisis, Prudential Beneficial Life Insurance and Prudential Beneficial General Insurance have:

- Waived the pandemic exclusion clause during the worldwide COVID-19 sanitary crisis.
  - Offered an additional PRUCOVER+ guarantee free of charge throughout 2020.
  - Made a donation 41 000 000 FCAF to the NGO Value Health Africa (VAHA), led actions of sensitization, distribution of sanitary kits and the construction of boreholes.
- Conducted awareness-raising activities in the interior of the country and in the greater Abidjan with the technical support of NGO AGIS and the support of Prudence Foundation.

#### **PRUDENTIAL BENEFICIAL LIFE INSURANCE**

Tél : 233 422 86 77 / 650 10 99 10  
Email : [clientele@prubeneficial.cm](mailto:clientele@prubeneficial.cm)

#### Siège social :

Immeuble Pru-Beneficial Insurance,  
1944 Boulevard de la République BP 2328 Douala, Cameroun  
E : [infos@prubeneficial.cm](mailto:infos@prubeneficial.cm) – [www.prubeneficial.cm](http://www.prubeneficial.cm)

#### **PRUDENTIAL BENEFICIAL GENERAL INSURANCE**

Tél : 233 42 23 07 / 233 42 23 08  
Email : [clientelegi@prubeneficial.cm](mailto:clientelegi@prubeneficial.cm)

**ÉDUCATION | RETRAITE | ÉPARGNE | FRAIS FUNÉRAIRES | BANCASSURANCE | SOLUTIONS CORPORATE  
SANTÉ | AUTO | RESPONSABILITÉ CIVILE | VOYAGE | HABITATION | MULTURISQUES**





# SOCARTO S.A

Usine **SOCARTO** : Zone Industrielle Bassa  
BP 5028 Douala/Cameroun  
Tél : +237 233 37 14 68 / 233 37 05 15  
Email : [contact@socarto.com](mailto:contact@socarto.com)



## LA GAMME SACS PAPIER KRAFT

- Grande et moyenne contenance
- 1 à 6 plis perforés ou compacts pour ciment, farine, aliments pour bétail et tout autre produit granuleux
- Papier impression pour écriture, rames et ramettes, découpe & transformation des bobines et rames
- Impression bobine à bobine sur tout support souple, étiquette et emballages en bobine

## SOCARTO

### LEADER DE L'EMBALLAGE EN PAPIER KRAFT



## Payez vos primes par **carte bancaire** !

Vous pouvez désormais faire vos paiements avec votre carte bancaire sur notre plateforme, peu importe où vous êtes, en 5 min.



Direction générale (siège social) :  
124, Rue de la Motte Piquet, Bonanjo  
BP 2000, Douala



Direction commerciale :  
Rue Paul Soppo Priso (Njo Njo)  
Bonapriso, Douala



Direction régionale centre :  
Rue de l'hotel Girafe  
Elig: Essono, Yaoundé



(+237) 679 453 227



[service.clients@acamvie.com](mailto:service.clients@acamvie.com)

[www.acamvie.com](http://www.acamvie.com)

Société anonyme régie par le code des assurances au capital de 3 000 000 000 FCFA - RCCM: N° RC/DLA/2017/B/2663 - N° Contribuable M101512416396U





## **WE STRIVE TO BE THE MOST COMPETITIVE AND PRODUCTIVE SERVICE PROVIDER IN CAMEROON**

SGS is a strategy partner you can count on for your business success and sustainability through its value-added services provided to its stakeholders in Cameroon and the world at large.

- Our robust technology, knowledge-based approach and dedication to quality and safety allow us to provide innovative solutions to every part of the oil and gas industry (fuel quality monitoring, fuel oil testing, bunker survey and inspection, etc).
- Our international team of engineers supports the integrity, safety and reliability of your activities, equipment and operations with creative technical solutions.
- Our world-leading certification services enable you to demonstrate that your products, processes, systems or services are compliant with national and international regulations and standards.
- We offer a range of laboratory services to test the safety of your goods and help control chemical use according to the tolerance levels in place for your industry.
- Provide end-to-end supply chain range of services that reduce risk, ensure quality and improve productivity.

**Our business values: passion, integrity, entrepreneurialism and innovation.**

**Working with us, you are guaranteed of superior service quality, efficiency, trust, sustainability, safety, reduced risk, enhanced productivity & speed to market.**

For more information, kindly contact [sqs\\_cameroun@sgs.com](mailto:sqs_cameroun@sgs.com)

**SGS IS THE WORLD'S LEADING INSPECTION, VERIFICATION, TESTING AND CERTIFICATION COMPANY.**





# LE GROUPE SABC C'EST VOUS !

TROIS EXPERTS POUR ÉTANCHER  
VOTRE SOIF DE QUALITÉ



**NOTRE PATRIMOINE, NOTRE HÉRITAGE**

#SABCagainstCovid-19



Groupe SABC

Chaque produit du Groupe SABC est un engagement au développement du Cameroun